



« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. »

(Lénine, 1902, *Que faire ?*)

Les documents internationaux
Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)
Le Kurdistan



Ce document de la fin des années 70 est le premier document fondamental du PKK.

Table des matières

I. L'histoire de la colonisation du Kurdistan.....	3
A. Les Mèdes à l'époque esclavagiste.....	3
B. Les Kurdes et le Kurdistan à l'époque féodale.....	4
1. Sous la domination arabe.....	4
2. L'ère de la faible domination étrangère.....	5
a) Cent ans pour un développement indépendant.....	5
b) Les invasions turques au Kurdistan et la lutte contre celles-ci.....	5
3. Le Kurdistan sous la domination turque et persane.....	7
a) La bipartition du Kurdistan et ses conséquences politiques.....	7
b) La lutte pour le Kurdistan au XIXe siècle.....	9
C. Le Kurdistan dans le système impérialiste.....	11
1. La première guerre de partage impérialiste et la division renouvelée du Kurdistan.....	11
2. La colonisation du Kurdistan par la République de Turquie.....	14
3. La colonisation du Kurdistan Sud.....	17
4. La colonisation du Kurdistan Est.....	19
II Les caractéristiques de la société kurde dans le Kurdistan Nord, Ouest et Central.....	20
1. Structure économique.....	20
2. Structure sociale.....	24
a) Le modèle de la bourgeoisie colonialiste turque au Kurdistan.....	25
b) La classe des compradores féodaux.....	25
c) La petite bourgeoisie citadine.....	25
d) La paysannerie.....	26
e) Le prolétariat.....	27
f) Les intellectuels et la jeunesse.....	28
3. Éducation et structure culturelle.....	30
4. Structure nationale.....	31
5. Structure politique.....	34
III. La Révolution du Kurdistan.....	39
1. L'héritage historique, sur lequel s'appuie la Révolution du Kurdistan.....	39
2. Les conditions objectives et subjectives de la Révolution du Kurdistan.....	40
3. Caractéristiques, buts et tâches de la Révolution du Kurdistan.....	42
4. Méthode et tactique de la Révolution du Kurdistan.....	44
5. La force principale de la Révolution du Kurdistan et ses alliances.....	46
6. La place de la Révolution du Kurdistan dans la Révolution du Moyen-Orient et dans la Révolution mondiale.....	49

Le Kurdistan est un pays où le continent asiatique se tourne vers l'Afrique et l'Europe et qui, pendant l'antiquité et le Moyen-Âge, joua le rôle d'un centre de la civilisation.

Il occupe maintenant une position-clé au Moyen-Orient à cause de sa situation géostratégique et politique à l'échelle internationale.

La carte politique actuelle du Moyen-Orient est en réalité dessinée par l'impérialisme et ses alliés, la bourgeoisie et les féodaux.

Cette situation est une grave entrave aux revendications de démocratie et d'indépendance des peuples.

C'est le peuple kurde qui souffre en premier lieu de cette situation car son pays est divisé et subordonné à quatre pays coloniaux.

Le Kurdistan est un vaste pays entouré par les nations turque, arabe et persane.

Il est en grande majorité habité par le peuple kurde et en tout par plus de 20 millions d'hommes. Les vallées, les hautes montagnes et les grandes plaines fertiles sont entrelacées.

Le pays est très riche en ressources souterraines et agricoles. Sur le plan politique, il se trouve sous la domination des quatre états coloniaux qui sont dépendants de l'impérialisme.

Chaque état favorise le développement du colonialisme dans la partie sous sa domination, en défendant pleinement les intérêts des trusts internationaux et de son économie.

Les intérêts féodaux tribaux sont protégés par cette situation économique, accomplissement du colonialisme, et sont maintenus par la violence afin d'accentuer l'éclatement social.

Par ce procédé, le processus de nationalisation kurde est stoppé et la politique d'assimilation aux nations dominantes intensifiée.

Les raisons pour lesquelles aujourd'hui encore le colonialisme classique à tous égards subsiste au Kurdistan, alors qu'à notre époque il est en cours d'être totalement aboli, doivent être recherchées dans l'histoire de la société de classes et du colonialisme, depuis la société esclavagiste jusqu'à l'impérialisme actuel, et cela plus spécialement par rapport à notre pays et notre peuple.

Dans cette perspective, nous allons brièvement examiner l'histoire de la colonisation et la structure sociale actuelle du Kurdistan.

I. L'histoire de la colonisation du Kurdistan

A. Les Mèdes à l'époque esclavagiste

L'origine des Kurdes remonte aux peuples indo-européens, qui, à l'époque des Barbares, vivaient en tant que nomades dans le nord de l'Europe et qui se déplacèrent, au début de la civilisation, vers l'Europe Centrale, la péninsule indienne, vers l'Anatolie et les plateaux de l'Iran.

Un de ces peuples, les Mèdes (les ancêtres des Kurdes), s'établit vers 1000 av. JC entre les lacs d'Urmiya et de Van.

Les Mèdes durent disputer des combats centenaires, d'une part contre les Perses qui vivaient à proximité d'eux, d'autre part contre les Assyriens, qui avaient érigé au Moyen-Orient l'empire esclavagiste le plus sauvage.

Ils devinrent très puissants après leur victoire sur les Perses qu'ils chassèrent vers le sud-ouest de l'Iran.

Ensuite, ils conquièrent et détruisirent, en 612 av. JC, Ninive, la capitale de l'Assyrie, ce qui signifiait la fin de l'Empire assyrien.

Après la défaite des Assyriens, la route de l'Ouest s'ouvrit pour les Mèdes. Durant leur empire de courte durée, ils s'étendirent grosso modo dans les frontières actuelles du Kurdistan.

Là, ils engagèrent le processus de leur établissement dans la région. Les diverses tribus et clans mèdes, très dynamiques, se mélangèrent aux peuples déjà installés sur cette terre et leur transmirent leur langue et leur culture.

Simultanément, ils furent influencés par la très riche culture de la région. Les conditions d'existence étaient donc créées pour le peuple kurde. Les Perses, en 550 av. JC, détruisirent l'Empire des Mèdes.

Pour les Kurdes commença alors, dès l'époque esclavagiste, la phase des occupations et des invasions. Les premiers Kurdes (les tribus et clans mèdes) vivaient, de 550 à 330 av. JC,

sous l'autorité des Perses.

Ils se rebellèrent souvent et lorsqu'ils étaient battus, ils se retiraient dans les montagnes. Ils pouvaient, cependant, dans ce laps de temps, garder leur indépendance et continuer à développer leur langue et leur culture nationales.

Lorsque Alexandre le Grand vainquit les Perses en 330 av. JC, les Kurdes passèrent, pendant une très courte période, sous la domination hellénistique.

Avec la mort d'Alexandre le Grand et la ruine de son empire, les Kurdes continuèrent leur développement plus librement.

Les Arméniens, se trouvant alors dans une phase de développement, dominaient dans la région jusqu'en 50 av. JC, du Nord au Sud. Ils se mélangèrent avec les Kurdes ou les dominaient.

A cette époque, pour la première fois dans l'histoire, les historiens grecs mentionnèrent les dénominations « kurdo » et « kurdienne ».

Les Romains, qui à l'ouest avaient fondé un grand empire, détruisirent et occupèrent à partir de 50 av. JC, la région tout entière et, entre autres, le territoire des Kurdes.

Ils établirent leur autorité entre les bassins de l'Euphrate et du Tigre. Vers 260 ap. JC, ils commencèrent une guerre contre les Iraniens qui, par la prise de pouvoir de la dynastie des Sassanides en Iran, avaient établi un grand empire.

Ces deux empires esclavagistes combattirent sans interruption jusqu'au commencement de la conquête islamique vers 630 ap. JC. Ils choisirent comme lieu de combat la Mésopotamie. Aucune des deux puissances ne put emporter la supériorité définitive l'une vis-à-vis de l'autre et les Kurdes endurent des souffrances dues à cette longue guerre.

L'état de guerre permanente les forçait à se retirer dans les montagnes.

De ce fait, ils ne pouvaient plus continuer le

développement de leur civilisation comme avant.

Vu que, durant l'époque de la société esclavagiste, les villes et les plaines, dans lesquelles la civilisation s'établissait, étaient constamment sous la domination des envahisseurs et que dès lors les Kurdes ne purent produire de développement politique, ils conservèrent au fond une structure d'organisation en unités tribales.

Comme les habitants des villes et des plaines avaient perdu leur conscience de l'indépendance et devenaient des esclaves, pour les Kurdes, le développement comme peuple restait limité à cette époque.

Malgré ces influences négatives, les Kurdes tenaient, durant la phase féodale dans l'histoire mondiale, une place encore plus prononcée que celle de beaucoup d'autres peuples à la même époque, grâce à leur langue, leur religion et leur culture nationales et comme le peuple établi dans son pays proprement dit.

B. Les Kurdes et le Kurdistan à l'époque féodale

1. Sous la domination arabe

Au VII^e siècle, les Arabes commencèrent, en particulier sous l'idéologie islamique, une grande vague de conquête.

Ils marquèrent aussi le début de l'époque de développement du féodalisme au Moyen-Orient.

Les Arabes, qui représentaient une idéologie et un mode de production plus avancés, mirent sous leur contrôle les voies commerciales traversant le Nord de la Syrie. Par conséquent, les empires esclavagistes des Romains et des Sassanides connurent de grandes difficultés.

C'est pourquoi les Arabes purent facilement gagner cette guerre d'occupation.

L'Islam fut accueilli, malgré son caractère conquérant, comme un libérateur par les peuples qui souffraient sous le joug des régimes esclavagistes.

Mais peu après que le pillage arabe fut répandu sous le masque de l'Islam, les peuples du Moyen-Orient commencèrent à mener une plus grande résistance.

Les peuples qui mélangeaient leur religion nationale avec l'Islam, développèrent des confessions qui servaient d'idéologie de résistance et n'ont donc aucunement capitulé.

Mais, bien que le féodalisme représentât autrefois un rôle progressiste, ces insurrections menèrent à la défaite, les classes exploiteuses dans les villes et à la campagne considérant ce nouveau mode de production plus adapté à leurs intérêts et, par conséquent, cherchaient à se rapprocher des occupants arabes.

De ce fait, les empires féodaux-colonialistes arabes réunissaient l'arabisation et la féodalisation et empêchaient un développement national des peuples sous leur domination.

L'organisation sociale féodale développée sous la domination arabe et le colonialisme féodal au Moyen-Orient eurent une plus grande influence parmi les Kurdes.

En effet, d'une part, les Arabes étaient les voisins des Kurdes, d'autre part, au Kurdistan les terres fertiles favorisaient les conditions de développement du féodalisme.

La conquête du Kurdistan commença autour de 640 ap. JC. Après la défaite des Romains (Byzance) à Qadisiya, l'invasion arabe ne tarda pas à s'accomplir, malgré la résistance des Kurdes et les effusions de sang.

Dans les régions conquises, les Arabes organisèrent des émirats dépendants, de souche arabe ou kurde, dans lesquels ils accéléraient simultanément la féodalisation de la société et la domination du colonialisme féodal arabe.

Ainsi, la féodalisation, la colonisation et l'arabisation se sont développées de façon complémentaire au Kurdistan.

L'organisation sociale féodale érigée au Kurdistan sous le colonialisme féodal arabe produisit une forte couche favorable aux Arabes

et à l'arabisation.

Cette couche discrimina les valeurs nationales kurdes. Elle renonça à la langue et à la culture kurdes qui, jusqu'alors, s'étaient largement développées et elle assumait le rôle d'agent en faveur de la langue et de la culture arabes.

Naturellement, ceci était l'exigence de ses intérêts de classe. Car, pour pouvoir devenir émir ou bey (seigneur), il fallait d'abord devenir Arabe et servir le calife arabe. Cette véritable trahison nationale fut présentée au peuple comme une exigence de la « suprême religion islamique », et cela avec un succès considérable.

2. L'ère de la faible domination étrangère

a) Cent ans pour un développement indépendant

Le féodalisme au Kurdistan se développa sous une domination arabe très marquée du milieu du VII^e au IX^e siècle.

Par la suite, l'affaiblissement de la domination arabe au sud et de l'Empire byzantin à l'ouest et l'absence d'un mouvement de conquête venant de l'est créèrent les conditions extérieures d'un développement féodal indépendant au Kurdistan.

Plusieurs princes kurdes pouvaient tirer profit de cette situation et devenaient plus forts. Les Kurdes Merwanides, par exemple, pouvaient fonder un état féodal qui a subsisté pendant plus de 100 ans et s'est étendu de Van jusqu'à Urfa.

Durant ce temps, beaucoup de principautés connurent une existence semblable à celle d'états indépendants.

Ce développement indépendant a produit des poètes nationaux comme Feqi Teyrani, qui n'a son pareil encore de nos jours.

b) Les invasions turques au Kurdistan et la lutte contre celles-ci

Avec le début des invasions turques au XI^e siècle, une nouvelle période d'oppression et d'exploitation commença pour les peuples du Moyen-Orient.

Les Turcs, étant une nouvelle tribu d'envahisseurs, appartenaient au stade supérieur de la barbarie. Ils étaient des nomades et menaient une vie de pillage.

C'était une tribu de cavaliers militairement organisée. Les Turcs quittèrent leur patrie en Asie Centrale au IX^e siècle sous la pression des Chinois, suite au surpeuplement et à l'avancement de la sécheresse.

Ils entamèrent de grands raids vers les régions au sud et au nord de la Mer Caspienne et jusqu'à la péninsule indienne. Au cours de ces raids, représentant un grand danger pour les civilisations indigènes, les Turcs pillaient, détruisaient et rasaient tout.

Les Turcs combattirent les Arabes et leur idéologie qui, de leur côté, avaient établi leur domination au Moyen-Orient, en occupant aussi l'Iran.

Puisque tous les peuples au Moyen-Orient étaient musulmans, être musulman, à des fins de conquête, était indispensable. Les Turcs comprirent vite que, surtout pour conquérir les peuples chrétiens, l'idéologie islamique était un moyen idéologique favorable.

Pour cette raison, ils adoptèrent en masse cette religion. Ils combinèrent le caractère de conquête de l'Islam à leur propre caractère de peuple de cavaliers et d'envahisseurs. Ainsi, ils purent, comme une tribu dont la domination se prolongeait jusqu'en Europe Centrale, occuper leur place dans l'histoire.

Le système de domination établi par les Turcs au Moyen-Orient était d'une forme très complexe.

Jusqu'au temps où les califats perdirent leur pouvoir, ils remplissaient la tâche de mercenaires des califats arabes, ce qui leur permit de devenir très influents.

Les facteurs suivants jouèrent un rôle : leur organisation militaire constante ; l'aptitude des nouveaux colons, qui arrivaient en masse, d'embrasser l'Islam notamment son caractère de conquête ; la nécessité d'une tribu de cavaliers toute fraîche pour remplacer les Arabes qui n'arrivaient plus à faire face aux attaques de la Byzance chrétienne.

La somme de ces facteurs créa les conditions favorables pour que les Turcs puissent être le nouveau « Herrenvolk » (peuple des maîtres) du Moyen-Orient.

Du XI^e au XII^e siècle, les Turcs formèrent la puissance politique la plus forte au Moyen-Orient. Pendant qu'une grande partie d'entre eux subvenaient à leurs besoins en servant l'État, le reste réquisitionna le territoire d'autres peuples en y fondant des principautés.

Très peu parmi eux devinrent des serfs. Simplement, la montée des immigrants modifia les relations entre les princes turcs résidents et les Turkmènes nouvellement arrivés qui vivaient comme nomades et que l'on essayait de réduire au servage, au détriment de ces derniers.

Malgré la supériorité militaire et politique, les Turcs ne pouvaient pas éviter leur fusion avec les peuples déjà établis.

La langue et la culture riches, la forte densité de la population et le mode de production avancé des peuples résidents créèrent une supériorité vis-à-vis des tribus turques dont la culture et la langue étaient peu développées, qui comptaient peu de membres et dont le mode de production était primitif.

Durant cette période, les « gagnants » devinrent, en effet, les « perdants ». La domination turque sur la totalité du Moyen-Orient s'exerça en premier lieu au Kurdistan.

Étant donné la structure sociale féodale des Kurdes, le fait qu'ils étaient établis dans la région et que leurs tribus étaient d'une nature combattive, les Turcs, jusqu'au XVI^e siècle, n'eurent aucune possibilité d'arriver à une forme de supériorité et ne purent réduire les Kurdes à

une autorité centrale.

Les états turcs fondés par-ci par-là au Kurdistan du XI^e au XVI^e siècle, ne dépassèrent généralement pas l'état de principautés.

Ces principautés étant limitées sur le plan géographique et ne pouvant pas résister, à long terme, aux attaques des tribus kurdes, la population turque ne pouvait éviter une fusion avec les Kurdes.

C'était le cas des Akkoyunlular, des Karakoyunlular, des Artukogullari, des Atabekler et d'autres princes turcs.

Bien que sur le plan politique il n'y eût pas de différences majeures entre les Kurdes et les Turcs, les Kurdes dominaient totalement sur le plan social. Au Kurdistan, devenu une province sous les Grands Seldjouks, la domination turque ne pouvait ni être institutionnalisée ni devenir une autorité centrale permanente.

La société féodale du Kurdistan, qui naquit sous la domination arabe du milieu du VII^e au IX^e siècle, pouvait, bien que limitée, se développer d'une façon indépendante entre le IX^e et le XI^e siècle.

Puis, durant le combat permanent contre les Turcs et Mongols, elle s'épanouit du XI^e au XVI^e siècle. A cette époque où se formait le féodalisme, l'histoire des Kurdes fut dans un stade progressiste dans l'ensemble.

Les processus de développement national et d'établissement dans la patrie entamés à l'époque esclavagiste, furent accélérés à l'époque féodale.

Des notions comme « Kurde » et « Kurdistan » acquirent une plus grande signification et se répandirent.

Les influences politiques des Kurdes comme un peuple établi au Moyen-Orient et occupant une position-clé, devinrent plus fortes. Des personnalités comme Salah ed-Din l'Ayyubide (Saladin) jouèrent des rôles importants sur le plan politique et militaire.

Si ces conditions favorables pour les émirats

kurdes avaient été assurées par un pouvoir politique central, leur future histoire aurait été différente.

Malgré cela, les Kurdes, avant leur partage entre les Turcs et les Persans au XVI^e siècle, furent plus avancés en ce qui concerne leur développement national que beaucoup d'autres peuples. Les principautés et les émirats furent des États quasiment indépendants.

L'arabe était principalement répandu dans la couche dominante, la langue et la culture turques n'avaient presque aucune influence.

En revanche, la langue et la littérature kurdes avaient, vers la fin de cette époque, un tel rayonnement qu'elles purent donner naissance à des poètes nationaux comme Ehmedê Xanî qui écrivit une épopée nationale *Mem û Zîn*.

3. Le Kurdistan sous la domination turque et persane

a) La bipartition du Kurdistan et ses conséquences politiques

C'est à partir du XVI^e siècle que commença le déclin dans l'histoire kurde, avec le partage en deux du Kurdistan et avec les visées expansionnistes des pouvoirs centraux turc et persan sur les deux parties du pays.

Les Turcs, qui ne réussirent pas à s'implanter dans les zones de population islamique au Moyen-Orient, ni à empêcher l'assimilation aux peuples en place, émigrèrent en masse vers l'Anatolie où vivaient des peuples chrétiens.

Les chrétiens furent islamisés à la suite de pratiques allant jusqu'aux massacres ; ils furent intégrés par la force aux populations turques, et de nouvelles vagues d'immigrants assurèrent aux Turcs la supériorité numérique en Anatolie.

Après l'effondrement de l'État turc seldjoukide en Anatolie, se créa, à partir du XVI^e siècle aux frontières du Kurdistan, l'État turc ottoman, qui avait été fondé dans la région de Bursa.

Les puissances qui se battent entre elles pour assurer leur suprématie au Kurdistan sont dès lors : l'Égypte des Mamelouks qui étendit son influence sur le Kurdistan Sud, l'État séfévide fondé en 1502 qui étendit sa domination à la majeure partie du Kurdistan et enfin l'État ottoman qui, à dater de cette époque, voulut lui aussi étendre son influence au Kurdistan.

Le Kurdistan se trouvait à l'endroit où se croisait le flot des caravanes qui se rendaient d'Ouest en Est et du Sud au Nord. D'où son importance stratégique considérable pour ces trois puissances.

Le maître du Kurdistan était aussi maître de la route des épices et de la route de la soie.

C'est pour cette raison que les trois puissances menèrent un combat sans merci pour assurer leur hégémonie au Kurdistan.

Les Ottomans, qui voulaient transformer le Kurdistan en zone tampon, firent de grandes concessions aux principautés kurdes.

Ils leur concédèrent une structure étatique quasiment libre quant à la politique intérieure et dépendante quant à la politique extérieure. Ils s'assurèrent ainsi le soutien d'une grande partie des princes kurdes.

Le Kurde Idris-i Bit-lisi, agent des Ottomans, joua un rôle important pour rendre le Kurdistan dépendant de l'Empire ottoman.

Le sultan ottoman Yavuz, qui réussit à gagner à sa cause les principautés kurdes et donc les tribus guerrières kurdes, n'eut alors plus guère de mal à chasser du Kurdistan les Iraniens séfévides et les Mamelouks d'Égypte.

Depuis le début du XVII^e siècle, les Ottomans étaient la puissance qui montait au Kurdistan. L'influence des Iraniens, vaincus lors des premières guerres, était limitée à une partie du Kurdistan.

Pour ne pas laisser paraître au grand jour la lutte pour l'hégémonie qu'ils menaient entre eux, pour dissimuler leurs intérêts réels et afin de pouvoir gouverner les peuples, les Ottomans

et les Persans attisèrent le conflit créé auparavant entre Sunnites et Alawites.

L'Empire ottoman, qui se constitua et se déploya à grands pas dans une phase où le féodalisme était sur le chemin du déclin dans le monde et le capitalisme, nouveau mode de production, vit le jour en Europe de l'Ouest, est historiquement un État réactionnaire.

Le caractère réactionnaire du point de vue qualitatif était dû au fait que l'Empire ottoman se cramponna, devant le capitalisme européen progressant et par la force, à la structure sociale féodale en Europe et en Asie.

D'un point de vue historique, le féodalisme régressa à dater du XV^e siècle ; néanmoins, il fut défendu par les Turcs ottomans à partir de cette époque-là, et dans une grande partie du monde.

Comme ils essayaient de maintenir ce type de structure, bien que le capitalisme ne cessât de se développer en Europe, leur fonction historique n'est pas progressiste, mais réactionnaire.

Si par ailleurs on tient compte du caractère pillard des conquêtes turques, la signification de cette fonction réactionnaire prend d'autant plus d'ampleur.

Les Kurdes furent le peuple qui eut à souffrir le plus de l'État ottoman centralisé, féodal et colonialiste.

Ce dernier essaya, en effet, de mettre un frein à l'évolution des sociétés féodales du Moyen-Orient, évolution qui avait pris naissance, en partie à cause de l'influence du capitalisme progressiste, en partie à cause d'une dynamique interne propre.

Le pouvoir ottoman, qui se mettait en place à partir du XV^e siècle, au début après des accords souscrits avec les principautés kurdes, ne parvint pas à établir sa domination sur les plans économique et culturel notamment.

La domination ottomane sur le Kurdistan ne put s'affermir que par la création d'une autorité centrale d'une part, et d'autre part, par le poids

de plus en plus lourd des guerres de conquêtes infructueuses.

Les régions furent subdivisées en districts et les districts en communes, les princes turcs ottomans mis à leur tête, ce qui entraîna l'institutionnalisation de l'autorité centrale.

C'est ainsi que commença le développement du colonialisme turc féodal. Le fait que de plus en plus de Turcs venaient au Kurdistan pour l'administrer, eut pour conséquence la création de colonies turques toujours plus nombreuses.

L'administration turque s'étendit au détriment des principautés kurdes qui furent progressivement privées de toute autonomie sur le plan intérieur.

Dans la période qui suivit, il y eut des soulèvements de la part des principautés kurdes, destinés à restaurer cette autonomie interne.

b) La lutte pour le Kurdistan au XIX^e siècle

L'Empire ottoman, qui face aux réalisations de la révolution industrielle en Europe dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, s'enfonçait de plus en plus dans une phase de régression, commença à changer son système économique, mais aussi son système militaire et judiciaire.

Afin de pouvoir tenir face à l'Occident, les sultans ottomans, éprouvant le besoin de changement, remplacèrent l'armée des Janissaires, composée de jeunes garçons d'autres nationalités, réduqués pour la circonstance, par des corps d'armée ne comportant que des garçons d'origine islamique comme le Nizam-i Cedit (Nouveau système) et les Asakir-i Mansureyi Muhammediye (Les soldats musulmans victorieux).

Avec le Tanzi-mat Fermani (Rescrit pour réformes politiques) et l'accord commercial signé en 1840 avec les Anglais, ils entrèrent dans la phase de la colonisation.

A cette époque, les Turcs ottomans étaient doublement préoccupés par le maintien de leur

existence en tant qu'État face aux États capitalistes occidentaux et par la poursuite conjointe de l'exploitation féodale et capitaliste des peuples dominés.

Les défaites successives subies par les Ottomans face aux États capitalistes occidentaux et leur retraite n'amoiendrirent pas l'oppression et l'exploitation des peuples sous leur domination, au contraire, l'étau se resserra, car les capitalistes européens et les nations minoritaires, en s'emparant de la plus-value, précipitèrent l'Empire ottoman dans le déclin.

Pour survivre, l'Empire ne pouvait qu'intensifier l'oppression et l'exploitation. Ce durcissement valut à l'Empire au XIX^e siècle une forte résistance des peuples.

Dans les années 1840, l'Empire ne fut sauvé de la décadence que par le soutien de la Russie, de l'Angleterre et de la France ; ce soutien résultait du conflit d'intérêts existant entre ces pays.

Le XIX^e siècle, où l'histoire mondiale devint indissociable de l'histoire de l'Europe, représenta pour le Kurdistan aussi une multitude d'événements et de changements importants.

L'économie féodale, autosuffisante et fermée sur l'extérieur jusqu'alors, subit un préjudice par la mise sur le marché par les Européens de produits meilleur marché.

L'exportation de marchandises avait deux conséquences importantes.

Premièrement, l'apparition d'une couche de compradores composée de nations minoritaires, surtout d'Arméniens et d'anciens Grecs, qui dans l'exportation de marchandises avaient une fonction d'intermédiaires ; deuxièmement, la destruction de l'artisanat qui auparavant menait son existence en parfait équilibre avec l'économie rurale.

Une troisième conséquence, résultant des deux premières, concerne la stagnation de la structure sociale féodale, sur laquelle l'Empire

reposa, la structure sociale du Kurdistan y comprise.

Tandis que la domination des compradores issus des nations minoritaires dans le commerce dans les zones urbaines détruisit l'artisanat et conduisit au développement retardé du capitalisme parmi les peuples islamiques, elle fut en même temps à l'origine d'un développement précoce du capitalisme parmi les peuples chrétiens et du réveil de ces peuples.

Ce fait joua un rôle prépondérant dans la transformation des compradores en bourgeoisie commerciale nationale.

La structure de l'impérialisme, caractérisée par une tendance à empêcher le développement du capitalisme, et le non-remplacement de l'artisanat détruit sous l'influence de l'exportation de marchandises, ni par une bourgeoisie locale ni par une bourgeoisie commerciale ou industrielle, menèrent à l'existence prolongée de la structure sociale féodale stagnante au Kurdistan.

Durant tout le XIX^e siècle, ni les conditions intérieures ni les conditions extérieures n'offrirent la moindre possibilité de décomposition du féodalisme.

D'autre part, deux États capitalistes d'Europe, l'Angleterre et la France, commencèrent avec la révolution industrielle une grande opération colonisatrice en s'intéressant de plus en plus près au Moyen-Orient et donc au Kurdistan.

Par ailleurs, le tsarisme russe, en pleine expansion impérialiste avec le contrôle des voies commerciales dans les mains de l'Angleterre comme enjeu, établit des plans pour son expansion vers le sud et la domination du Kurdistan.

De ce fait, cinq puissances se disputèrent le Kurdistan, l'Angleterre, la France et la Russie tsariste rejoignant maintenant les deux puissances classiques, c'est-à-dire les Ottomans et les Persans.

Entre ces forces, qui cherchaient constamment à renforcer leur domination sur le Kurdistan au détriment des autres, des conflits et des affrontements éclatèrent sans cesse.

La politique de l'Angleterre à cette époque reposa sur le maintien inconditionnel de l'Empire ottoman, afin de bloquer le chemin à la Russie décidée d'empiéter sur sa sphère d'intérêt, et sur l'exploitation des peuples du Moyen-Orient sous l'épée ottomane.

L'Angleterre ne voulut d'aucune manière la disparition de l'Empire ottoman, car son existence constituait la garantie pour les intérêts anglais.

Dans l'échec des révoltes kurdes qui prirent des dimensions tout à fait considérables au cours du XIX^e siècle (1831-36 Rowanduz, 1842 Bahdi-nan, 1842-48 Bedir Khan bey, 1856 Yezdan Shêr, 1879 les Bedir Khan, 1881 Obeidullah etc...), la politique des grands États au Kurdistan, joua un rôle important.

Si dans les conditions historiques de l'époque ces révoltes avaient eu une suite, elles se seraient soldées par la création d'un État féodal central qui dans le processus de nationalisation aurait joué un rôle de levier.

C'est la raison pour laquelle ces révoltes ont un caractère progressiste.

Ce caractère progressiste repose sur le fait que les révoltes visèrent à l'abolition de la répression féodale ottomane et qu'elles auraient, en cas de réussite, posé les bases pour le développement d'un capitalisme national.

La naissance d'une bourgeoisie commerciale autochtone, qui aurait pris en charge le commerce au pays, aurait offert la possibilité au mouvement de Libération Nationale du Kurdistan de se développer sous la direction de la bourgeoisie.

La répression de ces révoltes eut comme conséquence que le capitalisme au Kurdistan se développa avec un retard de plus d'un siècle.

Le capitalisme impérialiste-colonialiste, qui

avait éliminé le caractère progressiste de ce capitalisme depuis longtemps, entraîna des résultats dévastateurs.

Le problème principal au XIX^e siècle au Kurdistan était compris dans la non-naissance d'une classe bourgeoise autochtone. Si les révoltes savaient abouti, cette classe aurait vu le jour.

L'influence des Empires ottoman et persan, devenus semi-colonies à la fin du XIX^e siècle, était très affaiblie au Kurdistan.

Les deux empires en déclin, ne purent perpétuer leur existence que par des calculs d'équilibre entre les pays impérialistes.

Les plans des deux blocs impérialistes, qui se préparèrent au début du XX^e siècle pour un partage renouvelé du monde dans le sens d'un règlement de comptes définitif, impliquèrent aussi le nouveau partage du Kurdistan.

C. Le Kurdistan dans le système impérialiste

1. La première guerre de partage impérialiste et la division renouvelée du Kurdistan

Lorsque l'impérialisme allemand, prenant un grand essor tardif, explicable par le développement inégal du capitalisme, mit à l'ordre du jour le nouveau partage du monde, la France et l'Angleterre qui s'en étaient déjà partagé une grande partie, s'y opposèrent.

Le seul moyen pour obtenir un nouveau partage fut la guerre.

Avant la guerre, le bloc sous la direction de l'Angleterre, élabora des projets pour le partage et l'assujettissement des Empires ottoman et persan, dont la décadence était imminente.

Selon ces projets, le Kurdistan devait être partagé entre l'Angleterre et la France.

Une part non négligeable de la région septentrionale devait être laissée à un État arménien dont la création fut envisagée. Les

Turcs se mirent en guerre aux côtés des Allemands.

La raison en était les relations économiques qui avaient déjà été développées avec l'Allemagne auparavant, par exemple la ligne de chemin de fer Haydar Pasha-Bagdad traversant le Kurdistan sur toute sa longueur, et plus encore l'encouragement du « Touranisme » par l'Allemagne, c'est-à-dire de l'idéologie des dirigeants du « Ittihat ve Terakki Cemiyeti » (Comité de l'Union et du Progrès), qui venaient de conquérir l'État comme représentants de la bourgeoisie compradore bureaucratique turque.

Sous la protection de l'Allemagne, l'Empire devait être maintenu et il était prévu de réunir « le monde turc jusqu'en Asie Centrale sous le toit d'un seul État ».

La première guerre de partage impérialiste, dont les conséquences saisirent tous les peuples du monde, eut aussi pour effet leur réveil et leur résistance.

Elle amena un événement d'importance mondiale, la Révolution d'Octobre.

La guerre se termina par la défaite de l'Allemagne. Des empires tels que les Empires russe, allemand, autrichien, ottoman et persan, disparurent de l'histoire. Il resta le nouveau partage du monde selon les conceptions d'un bloc dirigé par l'Angleterre.

Après la désagrégation de l'Empire ottoman, le règlement de comptes se poursuivit après la guerre avec comme enjeu la succession du Kurdistan.

Tandis que les Turcs reprenaient une lutte de Libération et tentaient, sur la base des restes de l'ancien mécanisme étatique de l'Empire, de dominer la plus grande partie du Kurdistan, les Anglais, eux, s'installaient dans le Kurdistan Sud où se trouvent d'importantes réserves de pétrole pendant que les Français commencèrent à occuper Antep, Urfa et Marash.

A cause de leur soumission remontant à des siècles et des siècles, les chefs de tribus et les

gros propriétaires terriens du Kurdistan, par trahison, ne tirèrent naturellement aucun parti de cette situation très favorable.

Les représentants du nationalisme kurde faible crurent pouvoir obtenir quelque droit des impérialistes en dessinant des cartes géographiques et en faisant des recensements de la population.

La société féodale stagnante ne pouvait produire aucune classe sociale qui avait pu être influencée par la Révolution d'Octobre.

Dans ces conditions, le partage du Kurdistan par les États impérialistes-colonialistes, dans la mesure où leurs forces le leur permettaient, fut inévitable.

Les raisons et conséquences de ce nouveau partage du Kurdistan doivent être examinées plus attentivement : La bourgeoisie turque s'est constituée au cours du processus de la colonisation de l'Empire ottoman.

Lorsque l'exportation de marchandises s'étendit, en liaison avec la révolution industrielle en Europe, l'utilisation des minorités chrétiennes comme intermédiaires servit à ce que le commerce régressât chez les peuples islamiques et tombât dans les mains des minorités arméniennes et grecques.

Cette situation nouvelle obligea la bourgeoisie turque dans son ascension de prendre appui sur l'État.

Les sultans, dans leur volonté de conserver l'Empire, qui reposait sur des fondements féodaux et dont le déclin était inéluctable, furent contraints de procéder à des réformes dans les institutions de la superstructure.

Dans ce cadre, quelques écoles militaires et de médecine furent ouvertes.

A partir de 1840, lorsque l'Empire entra dans la phase de la colonisation après la signature d'un accord commercial avec les Anglais, ce type d'institutions commença à se multiplier.

Les bureaucrates favorables à l'Occident d'autre part devinrent de plus en plus influents

grâce au courtage et à la corruption et jouèrent un rôle dirigeant dans le développement du capitalisme bureaucratique.

Au cours de cette phase d'accélération dont le début se situa dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, la bourgeoisie turque se construisit peu à peu.

L'idéologie nationaliste turque s'était cristallisée pendant ce temps à l'intérieur de l'appareil d'État, au fur et à mesure que la puissance de la bourgeoisie bureaucratique augmentait, et allait naturellement revêtir un caractère de défenseur de cet État.

Lorsque les peuples chrétiens ne constituaient pas encore d'États indépendants, cette idéologie se présenta comme « Ottomanisme », son but étant le maintien du privilège, de la domination de la nation turque ; elle fut représentée par des hommes de lettres tels que Namik Kemal, Çınasi et Ziya Pasha.

Ce nationalisme, reposant sur une notion sans fondement comme « la nation ottomane », fut facilement démasqué à une époque où les peuples s'éveillèrent rapidement pour combattre pour leur indépendance. Il fut alors relayé par un autre type de nationalisme.

C'est ainsi que les classes dominantes turques, ayant perdu leur emprise sur les peuples chrétiens, donnèrent naissance à un nationalisme se cachant derrière le « Panislamisme », pour préserver au moins leur domination sur les peuples islamiques.

Ce nationalisme fut encouragé particulièrement sous Abdul Hamid II. Mais comme cette idéologie ne prit pas racine elle non plus à cause de la rébellion des peuples islamiques, le nationalisme turc, raciste et chauvin, se cristallisa.

Ce nationalisme se développa vers la fin du XIX^e siècle avec le renforcement de la bourgeoisie sur le plan matériel et trouva son expression organisée dans le « Ittihat ve Terakki Cemiyeti ».

Mais les défaites successives, liées à des pertes de territoires, forcèrent les jeunes intellectuels turcs et la bourgeoisie bureaucratique à se « trouver une patrie », à définir leurs frontières.

Ils comprirent qu'eux-mêmes allaient disparaître s'ils laissaient échapper l'État de leurs mains et revendiquèrent donc l'appareil d'État.

Pour pouvoir créer une nation turque au moins sur les territoires qu'ils avaient pu garder, ils encouragèrent sans relâche le nationalisme raciste et chauvin notamment grâce à son représentant politique, le « Ittihat ve Terakki Cemiyeti ».

Ce groupe qui conquiert ensuite le pouvoir au moyen de quelques coups d'État dans les dernières années de la première guerre de partage impérialiste, se distingua lui-même par ses volontés impérialistes propres qui, sur le plan idéologique, prenaient la forme du « Touranisme » et qui furent encouragées par l'impérialisme allemand.

Au cours de ces années, il ne fut au laissé aucune chance de survie faible nationalisme kurde.

Par le « Ittihat ve Terakki Cemiyeti » environ 600.000 Kurdes furent livrés à la déportation et beaucoup d'entre eux moururent dans les montagnes du Taurus.

Les Arméniens furent massacrés.

Quand les intellectuels turcs, aussi bien les civils que les militaires, virent après la guerre la façon dont l'Empire se désagrègeait, ils se tournèrent alors vers le nationalisme tel que Mustafa Kemal le représentait.

Ce nationalisme turc connu sous le nom de « kémalisme », était plus réaliste que le « Touranisme » parce qu'il partait du constat qu'il n'était pas possible de reconquérir les territoires perdus, que l'armée turque pourrait tout au plus conserver les territoires sous sa domination et ériger une nation seulement sur

les territoires nommés « Misak-i-Milli ».

C'est sur cette base idéologique que la domination militaire, politique, culturelle et économique devait être développée au Kurdistan.

Les représentants de la bourgeoisie commerciale nationale, redoutèrent également, à la suite de l'occupation grecque, la perte de l'Anatolie, la région la plus peuplée par des Turcs et commencèrent donc à s'organiser rapidement.

Les « Mudafaa-i-Hukuk Cemiyetleri » d'Anatolie de l'Ouest et de l'Est (Comités de défense des droits) qui furent créés pour promouvoir les intérêts régionaux contre les minorités arméniennes et grecques, furent la première forme d'organisation kémaliste.

Ces comités fusionnés à l'occasion des Congrès de Sivas et d'Erzurum, fondèrent à Ankara un conseil, le BMM (Grande Assemblée Nationale), qui prit des mesures contre l'occupation grecque et décida de constituer un gouvernement sous lequel la résistance se développa contre le sultan d'Istanbul d'une part et contre l'occupation grecque d'autre part pour devenir le mouvement de Libération Nationale turque.

Au début, les kémalistes cachèrent leurs intentions, pour mettre les chefs de tribus et sheikhs kurdes de leur côté et c'est seulement après leur victoire qu'ils révélèrent leur véritable identité.

Les Kurdes adoptèrent une attitude de soutien envers le mouvement de Libération Nationale turque, d'une part à cause de l'occupation par les Français, d'autre part à cause du danger arménien et russe de la première guerre mondiale qu'ils n'avaient pas oublié.

L'identité masquée des kémalistes et leur propagande comme « gouvernement des deux peuples » favorisèrent cette attitude des Kurdes.

Après sa victoire contre l'occupation grecque,

le mouvement de Libération Nationale turque envoya ses représentants à Lausanne pour faire reconnaître sa victoire à l'échelle internationale.

A cette occasion, on fit à nouveau figurer le Kurdistan sur la « table d'opération ».

Les parties contractantes étaient l'Angleterre et la France, États directement engagés dans la question du Kurdistan.

Etant donné leur état d'épuisement dû à la guerre, leur présence militaire dans les colonies et les problèmes qui ne faisaient que croître chez eux avec le développement du mouvement ouvrier, ces deux États ne se virent pas en mesure de se lancer de nouveau dans une guerre.

Contre l'Occident, c'est l'URSS qui soutint la Turquie.

Lorsque ces conditions internationales favorables se conjuguèrent avec la victoire à l'intérieur, la capacité d'action des Turcs s'accrut énormément.

Un conflit se déclencha autour de Mossoul (de nos jours au Kurdistan Sud) avec les Anglais, qui étaient décidés à se battre pour cette région contre les Turcs.

Comme dans une pièce classique, le Kurdistan et les Kurdes furent tirés à hue et à dia, joués les uns contre les autres par ces deux forces.

Les Anglais jouèrent les Kurdes sous occupation turque contre les Turcs et les Turcs jouèrent les Kurdes sous occupation anglaise contre les Anglais.

Finalement, les deux parties tombèrent d'accord en 1926 sur le dépeçage et le partage définitif du sol le plus fertile du Kurdistan, qui avait été reconnu à Lausanne et qui est conservé jusqu'à nos jours.

En se faisant connaître auprès de toutes les nations à Lausanne, les Turcs partagèrent avec les impérialistes le pays qui leur avait manifesté le plus grand soutien dans leur lutte de Libération Nationale : le Kurdistan.

L'histoire du partage en quatre du Kurdistan jusqu'à aujourd'hui n'est rien d'autre que celle de la colonisation avec son cortège d'occupations, d'exterminations et de pillages.

2. La colonisation du Kurdistan par la République de Turquie

Après avoir fait avaliser, à Lausanne, à l'échelle internationale, leur victoire contre les Grecs, les représentants de la jeune bourgeoisie turque choisirent la république comme forme d'organisation.

Sous le régime républicain, toutes les mesures furent prises pour favoriser le développement de la bourgeoisie turque : le commerce, qui était dominé par les Arméniens et les Grecs, leur fut arraché et toutes les revendications des ouvriers et des paysans furent violemment réprimées.

Le chauvinisme du nouveau régime se montra bientôt clairement à rencontre des minorités et des Kurdes, notamment en étouffant avec violence toute revendication légitime.

Malgré toutes ces mesures, la bourgeoisie nationale turque ne put se développer tellement et perdit son caractère national peu à peu.

La cause essentielle en fut la domination impérialiste. Les conflits internes de l'impérialisme entre les deux guerres impérialistes, l'aide économique soviétique, la crise du capitalisme mondial en 1929 et l'application d'une politique de nationalisation permirent un développement en partie indépendant du capitalisme turc et, malgré cela, la peur d'un développement semblable à la Révolution d'Octobre et l'hostilité envers les ouvriers et les paysans menèrent très tôt à une soumission aux puissances impérialistes.

Cela montre que les possibilités d'expansion de la bourgeoisie nationale dans un pays qui n'est pas indépendant sont très limitées.

Bien que la République de Turquie vît le jour dans un contexte de conflit avec les États impérialistes, cette confrontation n'aboutit pas à une totale indépendance vis-à-vis de

l'impérialisme.

Vers la fin des années 30 en particulier, lorsque le monde était entraîné vers un nouveau conflit, le capitalisme turc se plaça complètement aux côtés des impérialistes.

La République de Turquie, qui avait mis fin à ses relations amicales avec l'Union Soviétique depuis longtemps, réussit à se tenir en dehors de la deuxième guerre de partage impérialiste grâce à sa politique en zigzag entre l'Allemagne nazi et l'Angleterre.

La bourgeoisie turque, qui se renforça considérablement grâce à ses razzias sous le prétexte de devoir prendre des « mesures contre la guerre », confrontée au conflit entre le socialisme et le capitalisme qui allait en s'aggravant après la guerre, n'hésita pas une seconde pour se mettre sous la domination de l'impérialisme.

Face à la construction socialiste et aux mouvements de Libération Nationale en développement dans le monde entier, la bourgeoisie turque n'avait d'autre choix que de prendre le rôle de gardien de l'impérialisme au Moyen-Orient.

L'envoi de soldats turcs contre le peuple de Corée, l'entrée dans l'OTAN, le soutien par le Plan Marshall et l'accord bilatéral avec les États-Unis sont autant de preuves de la soumission de la Turquie à l'impérialisme.

Le caractère d'abord discrètement progressiste de la République des années de sa fondation se transforma de plus en plus en hostilité envers les ouvriers et les paysans et en massacres dirigés contre le peuple kurde à l'intérieur ; vers l'extérieur la République de Turquie devint l'un des alliés les plus fidèles de l'impérialisme dans le combat contre le socialisme sous la direction de l'URSS et lors de la destruction des luttes des peuples pour leur Libération Nationale.

Ces caractéristiques inchangées jusqu'à l'heure actuelle, font de la République de Turquie un État réactionnaire.

En Turquie, devenue après la seconde guerre mondiale impérialiste une néo-colonie des États-Unis, commença à se développer un capitalisme industriel, monopoliste et collaborateur, dépendant de l'impérialisme, en particulier dans les secteurs du montage, du textile et alimentaire.

Ce développement capitaliste qui fut encore accéléré par les putschs de 1960 et 1971, est à l'origine de l'impasse dans laquelle se trouve coincée la Turquie d'aujourd'hui.

Jusqu'à maintenant elle n'a encore trouvé aucune issue à cette crise.

L'actuelle formation politique du capitalisme turc, s'étant développée dès le départ dans la dépendance de l'impérialisme, est marquée par l'alliance de la bourgeoisie monopoliste collaboratrice, la bourgeoisie bureaucratique, les gros propriétaires terriens et des puissances industrielles et financières qui font valoir leur influence dans la mesure de leur puissance ; c'est un État oligarchique qui se camoufle derrière le parlementarisme bourgeois et se sert de gouvernements à composantes « libérale » et fasciste.

La raison pour laquelle nous traitons les développements économiques et politiques dans la phase de la République de Turquie, se trouve dans le rapport direct avec la domination turque telle qu'elle a été établie au Kurdistan.

Le nationalisme kémaliste, le ciment lors de la fondation de la République, projetée à l'intérieur des frontières « Misak-i-Milli » de créer une nation turque qui formera « avec son pays et sa nation une union indivisible ».

Les diverses nationalités et minorités, qui ne rentrèrent pas dans ce schéma, devaient se dissoudre dans le processus de nationalisation turque et être supprimées.

Cette idéologie, comparable du point de vue du contenu historique, politique et social, au sionisme israélien et au racisme en Afrique du Sud et en Rhodésie, partait de l'idée que la réalisation de la domination turque au

Kurdistan devait se faire sur la base d'une intervention militaire, étant donné la faiblesse de ses fondements économiques.

La bourgeoisie turque partit donc de la conscience de la nécessaire occupation militaire massive dans le but de coloniser le Kurdistan sur les plans politique, culturel et économique et donc, dans les années 1925-1940, elle mit en pratique son plan avec l'aide de l'armée de la République nouvellement mise sur pied.

Cette situation fut à l'origine de réactions véhémentes au Kurdistan, car les Kurdes s'étaient attendus à ce que les kémalistes tiennent les promesses qu'ils avaient faites pendant la lutte d'indépendance.

Le mouvement d'occupation qui n'était en fait rien d'autre qu'exploitation, déploiement de chauvinisme et renforcement de l'oppression, fut propagé comme « Mouvement de civilisation de la République contre les Kurdes sauvages ».

Les représentants des chefs de tribus qui se servaient de la juste résistance du peuple kurde dans leurs propres intérêts, furent utilisés par les kémalistes pour prouver qu'ils avaient raison.

Mais peu importe le prétexte : un mouvement dont le but est l'extermination de la langue et de la culture et même de l'existence d'un peuple, ne peut à aucun moment être un mouvement de civilisation mais au contraire un acte de barbarie.

La forme d'organisation kurde, féodale et tribale, ne tint pas tête et ne pouvait tenir tête à la forme d'organisation moderne de l'armée de la bourgeoisie turque.

La résistance prit une grande ampleur (1925 Palu-Genc-Hani, 1930 Ararat, 1938 Dersim), mais malgré cela la défaite était inévitable. Une des raisons de ces défaites successives était que les conditions objectives ne permettaient pas encore de mouvement de Libération moderne.

Les Turcs, qui à l'échelle internationale trouvèrent un soutien auprès de l'Union Soviétique dans le cadre des intérêts généraux

du socialisme, parfirent leur mouvement d'occupation vers le début des années 40.

Tandis que la deuxième guerre de partage impérialiste provoquait dans le monde entier l'éclosion de mouvements de Libération Nationale, son influence sur le Kurdistan fut inexistante, à l'exception de Mahabad.

A cet égard, ce sont les éléments suivants qui jouèrent un rôle prépondérant : l'isolement du Kurdistan mis en place par la République de Turquie, l'empêchement de tout développement économique et la non-entrée en guerre.

La Turquie, et donc aussi le Kurdistan, devait être ouverte au néo-colonialisme des États-Unis, qui avaient développé après la guerre le néo-colonialisme dans le monde.

Le fait que le Kurdistan reste sous domination turque ne va pas à l'encontre des intérêts des États-Unis. En ce sens, l'armée turque défend aussi les intérêts américains en contrôlant le Kurdistan.

Les États-Unis, se tenant derrière de nombreuses armées fantoches n'ont donc pas besoin d'utiliser la forme classique du colonialisme, qui supposerait un engagement direct de leur propre armée, aussi longtemps qu'ils peuvent se servir de ces armées pour leurs intérêts.

De toute façon, il s'agit là d'une exigence de la politique du néo-colonialisme.

Il n'est pas contradictoire que les États-Unis, qui fondent un grand espoir sur la bourgeoisie turque, favorisent leur néo-colonialisme à l'intérieur de la République de Turquie alors même que la bourgeoisie turque pratique un colonialisme classique au Kurdistan.

Bien au contraire, cela se complète. Tandis que dans cette période, des économies fortes développent le néocolonialisme, les économies dépendant de l'impérialisme ne peuvent que préserver le colonialisme classique.

Le fait par exemple que le Portugal s'accrocha à la politique du colonialisme

classique était dû à sa dépendance économique de l'impérialisme.

Les trusts internationaux affichèrent des besoins croissants de domaines d'investissement, de marchés et de matières premières.

Le capitalisme monopoliste turc né dans des conditions néocolonialistes, avait besoin de main d'œuvre à bas prix, de matières premières, de marchés et de produits agricoles et d'élevage.

En plus vint la revendication par les féodaux kurdes de leur participation au processus d'exploitation capitaliste.

L'action cumulée de ces trois éléments accéléra le processus de développement du capital étranger au Kurdistan à partir de l'année 1960.

Le capitalisme qui se développa sous cette forme au Kurdistan, a donné lieu à des transformations profondes dans les domaines culturels et sociaux.

Avant de s'intéresser à ces changements économiques, sociaux et politiques, qui se poursuivent encore aujourd'hui en un processus d'assimilation concentrée, nous examinerons rapidement le développement du colonialisme dans les autres parties du Kurdistan.

3. La colonisation du Kurdistan Sud

Par l'accord d'Ankara en 1921, la France obtint une partie du Kurdistan Sud. A cette époque les peuples arabes n'étaient pas encore répartis sur plusieurs États différents.

La France dirigeait la Syrie et le Liban par un régime de mandat commun. Sous la domination française jusqu'en 1946 se composa une bourgeoisie compradore arabe et chrétienne, et à cette occasion Beyrouth joua un rôle fondamental.

La domination française, qui était construite sur des bases peu solides, privilégia certains peuples qu'elle dominait. La possibilité de se développer politiquement fut peut-être donnée aux Arabes et aux chrétiens, mais pas aux

Kurdes cependant.

Malgré cela, l'influence de la domination française sur le Kurdistan demeura limitée.

Vu que les Arabes vivaient eux aussi sous des régimes colonialistes, ils ne pouvaient user d'oppression envers les Kurdes.

Le Parti Baas qui fut fondé en 1946 sous la direction de quelques petits bourgeois arabes, développa le combat contre la domination française comme représentant politique de la bourgeoisie arabe.

Lorsque l'application du colonialisme classique commença à poser problème en 1946, les Français divisèrent la région en deux États, la Syrie et le Liban, à la tête desquels ils mirent leurs collaborateurs, et furent contraints de se retirer.

Mais, avant de se retirer, les Français laissèrent à l'occupation kémaliste la région de Hatay, dont la population était pour la plus grande part composée d'Arabes et pour le reste de Kurdes, de Turcs et de Tcherkesses.

Après le retrait des Français, les Arabes devinrent la nation dominante à l'intérieur des frontières de la Syrie.

Avec le renforcement de la bourgeoisie arabe commença à se renforcer aussi la pression sur les Kurdes.

Lorsque le Parti Baas prit le pouvoir, remplissant une mission semblable à celle du CHP en Turquie, des pratiques furent mises en place, conformes à son caractère chauvin, telles que l'ouverture du Kurdistan à l'exploitation arabe, la déportation forcée des Kurdes vers le Sud de la Syrie, le projet de la « Ceinture arabe » et l'assimilation massive. Les Kurdes ne sont pas liés à l'État en tant que citoyens, mais ils sont traités comme une minorité.

Le Parti communiste syrien révisionniste et le Parti Baas syrien, qui est au pouvoir actuellement, font quelques concessions aux Kurdes en raison des contradictions avec le Parti Baas irakien – le partage des eaux de

l'Euphrate, la question de la Palestine et du Liban – pour se servir des Kurdes dans la défense de leur propre intérêt.

A la suite des traités de Lausanne en 1923 et d'Ankara en 1926 entre l'Angleterre et la Turquie, la partie orientale du Kurdistan Sud passa sous le mandat anglais.

Les Anglais pratiquèrent une politique différente envers les Arabes et les Kurdes pendant la longue période de leur domination en Irak.

Ce furent essentiellement les Arabes qui furent privilégiés et malgré cela la question du Kurdistan fut entretenue à condition qu'elle ne puisse aboutir, pour enrayer le mouvement de Libération arabe, comme d'ailleurs en Turquie.

Les Anglais ont ici utilisé leur politique typique de « diviser pour régner ». Le potentiel révolutionnaire du Kurdistan ne trouva jamais au cours de l'histoire un élément commun avec les intérêts de l'Angleterre.

Les Anglais comprirent en effet très bien qu'un Kurdistan indépendant représenterait le plus grand danger pour la politique des impérialistes au Moyen-Orient.

Un Kurdistan indépendant, qui ne concorde pas avec les intérêts des compradores féodaux et qui par conséquent accède inéluctablement à une structure démocratique, est sans aucun doute le plus grand danger pour l'ensemble de la politique de l'impérialisme au Moyen-Orient.

Un Kurdistan qui est partagé, qui de temps à autre peut être utilisé quasiment comme un atout pour obtenir davantage de concessions de leurs collaborateurs, et voire même pour rendre les collaborateurs dépendants de soi, c'est certainement l'idéal pour les intérêts des impérialistes.

Ceci est le fondement de l'apparente sympathie de la presse impérialiste vis-à-vis des Kurdes.

Les éléments dont l'influence fut renforcée sous le régime du mandat anglais, furent les

compradores féodaux arabes.

Les Anglais et cette couche qui leur était intimement liée, ont renforcé sensiblement l'oppression et l'exploitation au Kurdistan.

Dès le début, les résistances qui apparurent du fait même de cette oppression et de cette exploitation dirigées par les féodaux et chefs de tribus kurdes, furent abattues conjointement.

Ces résistances qui auraient pu facilement triompher des Arabes, furent défaites par les forces armées de la RAF.

Puis, les Anglais durent céder la première place dans le monde après la deuxième guerre de partage impérialiste ; l'influence des pays socialistes et des mouvements de Libération Nationale se renforça ; à l'intérieur le Parti Baas irakien et le Parti Démocratique du Kurdistan-Irak (PDK-Irak) furent fondés, ajoutant leur influence à celle du Parti communiste irakien révolutionnaire (IKP) fondé déjà auparavant : tous ces facteurs firent que le mouvement révolutionnaire commença à se développer en Irak.

Le lynchage de Nuri es-Said Pasha, occupant la position d'agent des Anglais, par le peuple, l'accession à l'indépendance de l'Irak et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement démocratique furent le premier résultat de cette lutte.

Le gouvernement irakien se retira du pacte de Bagdad (qui prit le nom de CENTO par la suite), qui avait été fondé pour réprimer les mouvements de Libération Nationale des peuples du Moyen-Orient.

On promet aux Kurdes des droits démocratiques et nationaux limités.

Le caractère chauvin de la petite bourgeoisie arabe cependant, et du représentant de la bourgeoisie arabe de l'époque, le Président Kassem, prépara la voie à une dictature militaire, dont les conséquences furent l'empêchement du processus de démocratisation et l'abandon des droits qui avaient été promis aux Kurdes.

La lutte qui s'était ouverte entre le Parti Baas, le PDK-Irak et le IKP produisit en 1968 de nouveau un gouvernement démocratique seulement en apparence.

Mais cette fois encore la prépondérance du Parti Baas rendit non réalisable la revendication « Irak démocratique, Kurdistan autonome ».

Le caractère réformiste, mi-bourgeois mi-féodal, du PDK-Irak empêcha que l'on se tourne vers l'indépendance et essaya de balayer le slogan « Un Kurdistan indépendant », qui aurait pu être mis en pratique à plusieurs reprises, si on avait combattu pour cela. Après avoir laissé passer ces occasions, le PDK-Irak se cramponna, le Parti Baas fit des concessions à l'impérialisme, pour pouvoir renforcer sa situation.

Cette conduite constitua une cause d'une défaite dévastatrice des Kurdes en 1974 ; il ne peut d'ailleurs en être autrement, aussi longtemps que la structure féodale tribale, qui s'appuie contre le réformisme, adoptera une attitude conciliatrice envers l'impérialisme et le colonialisme, ce qu'elle continue de faire.

Aujourd'hui la dictature du Baas continue son occupation militaire au Kurdistan, le IKP révisionniste étant son complice.

Elle soumet les Kurdes à la déportation forcée vers le Sud de l'Irak, essaye de réaliser le projet de la « Ceinture arabe » et pille systématiquement les richesses souterraines du Kurdistan, en premier lieu les réserves de pétrole.

Dans ces conditions de départ, la question principale pour le peuple dans cette partie n'est pas la lutte sous la devise « Démocratie pour l'Irak, autonomie pour le Kurdistan », qui a déjà échoué maintes fois dans la pratique et qui a créé d'importants dommages, mais la lutte pour un « Kurdistan indépendant », ce qui nécessite la rupture des relations économiques, culturelles, militaires et politiques avec la République arabe irakienne, qui sont caractérisées par la dépendance, ainsi que

l'accélération des activités idéologiques, d'organisation, politiques et militaires.

4. La colonisation du Kurdistan Est

L'Empire persan, dont l'Angleterre et le tsar russe convinrent de le partager, tomba après la première guerre de partage impérialiste dans un processus de totale décadence.

Tandis que l'éclatement féodal progressait sous l'occupation anglaise, le refus par le gouvernement soviétique de reconnaître l'accord passé avec le tsarisme et le soutien de l'Union Soviétique au mouvement révolutionnaire naissant par endroits, précipitèrent l'Iran dans une situation d'une part révolutionnaire et d'autre part contre-révolutionnaire.

Mais Reza Khan, qui exprima les intérêts des plus forts, des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie, et qui visait à organiser une armée nationale centrale, à mettre fin au morcellement féodal, à développer l'économie du pays et à éliminer les mouvements révolutionnaires, devint maître de la situation.

Reza Khan sut tirer profit du ressentiment du peuple envers la dynastie Kadjar.

Cette dynastie vendit le pays aux impérialistes et saigna le peuple à blanc.

Mais Reza Khan fonda lui-même une nouvelle dynastie sous le nom Tahlevi' et transforma l'Iran à nouveau en un empire.

L'Empire assura le privilège de la nation persane et assuma le développement des intérêts des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie.

Au cours de la seconde guerre de partage, l'Iran fut occupé. Les Républiques d'Azerbaïdjan et de Mahabad, qui avaient été fondées après la guerre avec le soutien de l'Armée Rouge furent éliminées sans problème après le retrait de celle-ci hors de l'Iran, avec l'aide des impérialistes.

Lorsque les mouvements de nationalisation de Mossadegh furent éliminés par le shah Reza

Pahlevi qui reçut pour cela le soutien actif de la CIA, l'Iran entra dans une phase où il devint une néo-colonie des États-Unis.

Le shah, qui mit sur pied un régime répressif sans pitié, fit son entourage et les gros propriétaires terriens devenir bourgeoisie et tenta par cela de perpétuer sa domination en Iran.

En Iran, où la nation persane jouit d'une « situation nationale privilégiée », et où les peuples azerbaïdjanais, kurde et baloutch souffrent sous le joug de l'oppression nationale et féodale, il est évident que la situation ne fera que s'aggraver avec le développement accru du néo-colonialisme.

Dans l'Iran d'aujourd'hui, où l'impérialisme et l'entourage du shah, les gros propriétaires terriens et la bourgeoisie collaboratrice, qui s'appuie sur l'industrie de montage, présentent une communauté d'intérêts, une lutte commune des peuples se développe contre le néo-colonialisme, qui domine la nation persane, et contre le colonialisme classique, qui domine les nations azerbaïdjanaise, kurde et baloutch et qui est pratiqué par la monarchie persane.

La tâche principale que doivent accomplir dans ce combat les Kurdes au Kurdistan Est, est l'unification de leur propre lutte pour l'indépendance et la démocratie avec celle des autres peuples dans un front.

La lutte des Kurdes contre les grands propriétaires terriens traîtres et contre l'impérialisme et son valet, la monarchie du shah, pour la démocratie et l'indépendance, constitue un ensemble avec les luttes des peuples azerbaïdjanais, persan et baloutch.

Le premier devoir dans la lutte est la chute de la monarchie du shah.

Conclusion :

Le colonialisme régnant dans les quatre parties du Kurdistan et qui a été développé de façon séparée mais aussi non sans un certain parallélisme et soutien mutuel, se perpétuera en

s'accentuant avec toutes les conséquences que cela peut avoir, aussi longtemps que le combat national pour l'indépendance et l'unification du Kurdistan ne prendra pas l'initiative, ou bien tant que ne se produiront pas d'importants changements à l'échelle mondiale ou régionale.

II Les caractéristiques de la société kurde dans le Kurdistan Nord, Ouest et Central

1. Structure économique

Sous la domination ottomane, la structure économique féodale du Kurdistan est entrée dans une phase de stagnation totale.

Le système oppressif et d'exploitation croissante, dirigé par les sultans et les seigneurs féodaux, entravait l'essor des forces productives.

Les paysans étaient écrasés sous le poids des impôts et des obligations militaires. Après la révolution industrielle, le volume des exportations s'accrût aux dépens de l'artisanat au Kurdistan.

Le système économique du Kurdistan, indépendant et capable de couvrir les besoins de la population locale jusqu'à 1850, perdit alors son indépendance.

La structure agraire féodale se stabilisait car la production manufacturière et industrielle n'était pas en mesure de remplacer la production artisanale en déclin.

La circulation des marchandises étant prise en charge par les nations chrétiennes minoritaires, une classe de compradores autochtone ne put se développer.

La rupture entre l'artisanat urbain et la structure économique féodale doublement exploitée par les sultans turcs ottomans et par leurs collaborateurs, les principautés kurdes, paralysait tout dynamisme propre dans le développement d'un capitalisme national.

Pendant la première période de la République, la bourgeoisie turque s'appropriä le monopole du commerce jusque là aux mains des

compradores appartenant aux minorités, et devint prospère dans les domaines de l'industrie, du commerce et des finances.

Le même phénomène se reproduisit dans le Kurdistan Nord, Ouest et Central.

Frappé par les pratiques national-monopolistes de la bourgeoisie turque dans les domaines précités, le Kurdistan perdait toute possibilité de se développer de manière indépendante.

Seules, les régions intérieures du Kurdistan demeuraient inaccessibles à la bourgeoisie turque.

Le commerce local y revenait aux Kurdes.

Mais il serait vain d'espérer voir se développer un capitalisme national typique dans un pays se trouvant dans un profond isolement à la fois militaire, politique et culturel.

La bourgeoisie turque déjà incapable de réaliser un tel développement capitaliste sur son propre territoire sous le contrôle de l'impérialisme, était encore moins apte à stimuler le développement économique du Kurdistan.

Pour ces différentes raisons, la structure économique féodale du Kurdistan ne pouvait évoluer avant 1950.

Par ailleurs, d'un point de vue politique, la bourgeoisie turque avait tout intérêt à différer la dissolution du système féodal.

Les représentants de la bourgeoisie kémaliste étaient en effet conscients du fait que l'écroulement du féodalisme créerait les conditions matérielles favorables à une Libération Nationale.

Leur propre intérêt leur dictait de repousser aussi longtemps que possible cette évolution.

Lorsque le Parti Démocratique (DP) occupa le pouvoir entre 1950 et 1960, la Turquie tomba complètement sous la coupe de l'impérialisme.

Le capitalisme se développa principalement au niveau des industries de l'agriculture. Les

monopoles internationaux participèrent activement à ce processus d'accélération.

En effet, devant la montée du socialisme et l'essor des mouvements de Libération Nationale, ils voyaient l'étendue de leurs marchés se restreindre.

Les pays impérialistes cherchant à couvrir leurs besoins en matières premières et à élargir les marchés disponibles, durent mener une politique visant à encourager l'accélération d'un tel développement capitaliste.

Le capitalisme qui se développa en Turquie, en liaison avec les monopoles internationaux, eut nécessairement des influences sur la structure sociale féodale du Kurdistan complètement isolé depuis des siècles.

Les besoins croissants des monopoles internationaux et de la bourgeoisie turque, en marchés, matières premières, force de travail bon marché, produits agricoles et produits de l'élevage, rendaient nécessaire le développement d'un pays aussi riche et étendu que le Kurdistan au service de leur capital.

Par ailleurs, ce développement fut aussi réclamé par les seigneurs féodaux kurdes qui cherchaient à accroître leur part dans l'exploitation en prenant le rôle des compradores du capital étranger.

Au Kurdistan, pays géographiquement lié à la Turquie et sous sa domination financière et commerciale, c'est plus particulièrement à partir des années 60 que le développement capitaliste s'accéléra.

Cette croissance servit en premier lieu les intérêts du capitalisme turc, des monopoles internationaux et des féodaux kurdes, mais elle ne pouvait évidemment atteindre un caractère national.

Le capitalisme se développant en collaboration avec les monopoles internationaux, la bourgeoisie turque, et les féodaux kurdes jouant le rôle de compradores, le pays ne pouvait s'acheminer en aucun cas vers une

indépendance économique.

Le développement d'une économie indépendante ne peut se faire qu'à condition que soit exclue toute ingérence impérialiste venant de l'extérieur, et qu'à l'intérieur du pays soit réalisée une unité politique.

Seulement depuis des siècles au Kurdistan, ces conditions n'ont pas été réalisées. Aujourd'hui, seule une lutte de Libération Nationale victorieuse pourrait créer ces conditions.

En résumé, la situation internationale, l'histoire, les données politiques et économiques du Kurdistan présentent les caractéristiques suivantes :

a) La bourgeoisie turque accapare la plus grande partie du surproduit né dans les conditions du capitalisme développé.

En dépit de la faiblesse de l'entreprise privée, l'administration étatique, en accord avec les classes dominantes turques, met sur pied au Kurdistan, un système économique permettant de piller systématiquement les richesses naturelles du pays.

Ainsi, l'exploitation des réserves de pétrole, des fleuves, du sol, des minerais, des produits de l'élevage, de l'industrie du ciment est-elle monopolisée par l'État. La TPAO (S. A. de Turquie des gisements pétrolifères), la TMO (Office de Turquie pour produits agricoles), la TEK (Entreprise d'électricité de Turquie), la TKI (Charbonnages de Turquie), l'industrie turque du ciment, l'Etibank, la Sùmerbank, la Çukobirlik (Coopératives cotonnières), les monopoles, les banques et les grands domaines agricoles et d'élevage, etc... sont des organismes de l'État colonialiste turc.

Ils dirigent l'économie du Kurdistan sans rien laisser au peuple de ce pays. Les monopoles internationaux sont partie prenante dans ces entreprises. Seuls les Kurdes n'y participent en aucune manière.

Ce système économique de pillage explique la

pauvreté et l'arriération particulièrement importantes aujourd'hui au Kurdistan.

Ce pillage empêche tout homme de ce pays de mener des activités favorisant un développement économique libre.

Il est à l'origine du non-développement des forces productives, du chômage, de la pauvreté, de la corruption, de la négation de l'identité nationale et de toute attitude réactionnaire.

b) Au Kurdistan, afin de servir l'économie de pillage, mise en place par la bourgeoisie turque elle-même et inexistante dans d'autres pays colonisés, la construction d'un réseau routier, ferroviaire et aérien est entreprise.

Au lieu de construire un réseau de voies de communication englobant le Kurdistan dans sa totalité, un réseau est établi, qui renforce la dépendance du Kurdistan vis-à-vis de la Turquie et qui permet d'accéder aux richesses naturelles du Kurdistan et d'accaparer la plus-value de ce pays, sa main d'œuvre bon marché, et les larges possibilités du marché local. De plus, ce réseau est étroitement lié au renforcement de l'unité militaire, politique et économique.

Ce réseau de communication fonctionne à la manière d'une artère dans un organisme.

Il sert au transport vers la Turquie de toutes les sources de vie : sang, force de travail et cerveaux du Kurdistan. Ainsi lié, le Kurdistan de vient dépendant de la Turquie, district par district, ville par ville et village par village.

Du même coup, la création d'un marché entre deux districts, entre deux villes, ou encore à l'échelle du pays est rendue impossible. Il serait absurde d'espérer pouvoir réaliser une unité du marché au Kurdistan sur la base de cette économie de pillage.

La politique adoptée pour la construction des voies de communication répond aux besoins d'un ordre économique colonialiste.

En dernière analyse il permet de stabiliser cet ordre économique.

c) Au Kurdistan, le système financier turc est

dominant.

La monnaie turque, les banques et le système d'imposition sont réglementés par la bourgeoisie colonialiste, ce qui permet à cette dernière, de cette manière encore de s'approprier la plus-value du Kurdistan.

d) De même, l'ensemble du commerce extérieur et la plus grande partie du commerce intérieur au Kurdistan se trouvent entre les mains de la bourgeoisie colonialiste turque.

Elle détient le monopole du système import-export du Kurdistan et tire de gros profits en contrôlant le commerce extérieur de ce pays.

Elle domine encore en grande partie le commerce intérieur où elle occupe une place prédominante dans le commerce de la viande, du lait, du tabac, du coton, du raisin, des noix, bref de l'ensemble des produits agricoles et de l'élevage.

La TMO, la Çukobirlik, la Fiskobirlik, les usines de transformation de la viande, du poisson et du lait etc... sont des monopoles étatiques de la bourgeoisie turque.

En conséquence, une bourgeoisie commerciale n'a pu se développer au Kurdistan. Si le commerce avait été maîtrisé par les habitants du Kurdistan, il est certain que le développement aurait été autre.

e) Dans les territoires que la bourgeoisie turque n'a pas pu atteindre, se développe un capitalisme comprador et commercial, certes limité, sous contrôle des Kurdes, avec prédominance du côté comprador.

L'État turc, pour des raisons géographiques, économiques, politiques et culturelles, n'a pas mis la main sur ces régions car il n'en attendait rien.

Mais, dès l'origine, dans les domaines de l'export, du bâtiment et du commerce intérieur, le capitalisme commercial national s'est trouvé sous la pression du capitalisme colonial et comprador.

Le capitalisme comprador kurde dépend du

capitalisme turc et n'obtient un statut international qu'en fusionnant avec le capitalisme turc.

Celui-ci pratique l'import-export selon les besoins et ne permet au Kurdistan de jouer un rôle que dans ce cadre.

Les compradores kurdes dépendent des compradores turcs et de la bourgeoisie turque collaboratrice et sont pour ainsi dire des compradores de deuxième catégorie.

f) Dans l'agriculture, exploitation féodale et exploitation capitaliste marchent main dans la main et sont le fait d'une puissance commune.

La faiblesse de l'exploitation féodale par rapport à l'exploitation capitaliste contraint les grands propriétaires terriens à développer le capitalisme dans l'agriculture. Mais ce processus connaît une phase de stagnation du fait du contrôle de l'agriculture par la bourgeoisie turque.

La transformation du grand propriétaire terrien féodal en un grand propriétaire terrien capitaliste provoque l'apparition d'éléments nationaux dans le capitalisme agraire.

Les grands propriétaires terriens kurdes sont les premiers cultivateurs du Kurdistan agricole qui, en raison de facteurs politiques et historiques, n'est pas dans les mains des classes dominantes turques.

Le découpage de grandes terres agricoles et le remembrement de petits terrains conduisent à des exploitations de taille moyenne, ouvrant la porte au capitalisme côtoyant ainsi le capitalisme national.

La dissolution de l'économie féodale sous forme d'une capitalisation des grands propriétaires terriens féodaux kurdes en coopération et sous la domination du capitalisme turc ne signifie pourtant pas la dissolution définitive de ce système économique.

Le changement de la société féodale sous une hégémonie colonialo-féodale ne peut se réaliser que partiellement. La dissolution définitive du

féodalisme dans les domaines politique, social, culturel et économique n'est possible qu'avec la Révolution.

g) La conséquence logique du capitalisme coloniales comprador est une libération de la main-d'œuvre, qui ne se trouve plus d'emploi dans le monde agricole.

Si la possibilité se présente, cette main-d'œuvre se met à la disposition du capitalisme et de l'impérialisme.

Par l'émigration massive en Turquie et en Europe, elle est prête à offrir ses services dans les pires conditions de travail pour un salaire dérisoire.

Cette situation de la plus grande source de richesses du Kurdistan, la force de travail de l'homme, est la principale raison de la misère et du retard personnel.

Le capitalisme colonial-compradore ne crée aucune possibilité de travail et force les ouvriers à émigrer entraînant ainsi sur le marché du travail d'énormes inconvénients.

h) Le marché du Kurdistan, dominé par le capitalisme turc et dépendant du marché de la nation dominante, rend impossible la constitution de capitaux au Kurdistan.

Les valeurs qui sont, d'une part, saisies par les monopoles d'État et de l'autre, obtenues par les compradores et les capitalistes terriens, se déversent continuellement en Turquie où elles sont transformées en capitaux et investies.

Le plus grand investisseur au Kurdistan est l'État turc.

Les investissements n'ont pas pour objectif l'auto-suffisance du pays, mais bien au contraire, ils en dévalisent complètement les ressources.

Il y a des régions prévues pour les entreprises privées, qui la plupart du temps sont habitées par la nation turque, partout où il y a un profit maximal à réaliser.

En dehors du secteur du bâtiment, on préfère investir en Turquie la valeur créée par les

entreprises privées au Kurdistan.

Les domaines dans lesquels le profit maximum peut être obtenu, sont les « mines d'or » du capitalisme. Tout capitaliste est attiré par ces domaines.

La domination absolue de la bourgeoisie turque sur les domaines du commerce, de l'industrie et de la finance empêche les matières premières, la main-d'œuvre et la plus-value de rester au Kurdistan.

Cela supprime toute possibilité de formation de capital.

Cette domination entraîne l'accumulation des matières premières, de la main-d'œuvre et de la plus-value en Turquie, de façon plus forte dans les mains propres de la bourgeoisie.

Tous les problèmes du Kurdistan sont à ramener à ces faits.

2. Structure sociale

Le développement du colonialisme sur le plan économique fut responsable d'une grande altération du caractère national et de la structure de classes du Kurdistan.

La structure sociale fermée, constituée des féodaux, des chefs de tribus et de leurs serfs, les paysans, a actuellement atteint le stade de la décomposition.

Les paysans ayant rompu les liens féodaux et tribaux et ne trouvant plus de travail dans les zones rurales, furent prolétarisés, tandis que les grands propriétaires féodaux et les chefs de tribus se développèrent en capitalistes agraires et bourgeois compradores.

Les organismes de l'État colonialiste recrutent d'une part le personnel bureaucratique et attribuent d'autre part des positions économiques privilégiées aux nations minoritaires.

La masse des étudiants et des jeunes s'entassent dans les établissements d'éducation et de formation érigés dans le but de l'assimilation. Les plus brillants d'entre eux sont

exploités au service des organes de l'État.

Cette nouvelle structure sociale, née des changements dans la forme de société sous l'influence du capitalisme étranger, comporte les catégories suivantes :

a) Le modèle de la bourgeoisie colonialiste turque au Kurdistan

La bourgeoisie turque se comporte en classe autochtone et essaye d'établir sa caricature au Kurdistan, puisqu'elle ne considère pas seulement le Kurdistan comme une colonie mais aussi comme son champ d'expansion nationale.

La nature de cette couche sociale se manifeste le plus clairement dans les villes situées près de la frontière entre la Turquie et le Kurdistan.

Composée des chefs de tribus turcs qui s'étaient établis au Kurdistan à l'époque des Ottomans, des nations minoritaires turquisées du temps de la République, des plus importants représentants du système colonialiste et de ces Kurdes turquisés, traîtres nationaux, qui poursuivent leurs propres intérêts, cette couche constitue l'appui social principal de la bourgeoisie turque au Kurdistan.

La naissance d'une telle couche sociale, inexistante dans beaucoup d'autres colonies, est due au fait que le Kurdistan fut colonisé par diverses méthodes et dans plusieurs intentions.

Cette couche, qui domine les secteurs de l'industrie et du commerce, qui est ancrée dans le capitalisme d'État, et qui agit en accord avec celui-ci, est à considérer comme l'agent de la bourgeoisie turque des métropoles.

Elle joue un rôle prépondérant dans la légitimation du colonialisme turc et le reniement de la réalité du Kurdistan.

Elle agit comme si elle n'existait pas au Kurdistan mais en Turquie.

Cela ne fait aucun doute pour elle que son existence ne peut être assurée que si elle supprime la réalité du Kurdistan.

De cette façon elle nourrit les courants nationalistes chauvinistes, social-chauvinistes et fascistes turcs. Le mouvement de Libération du Kurdistan abolira cette couche sociale définitivement.

b) La classe des compradores féodaux

Cette classe, qui est intimement liée au capitalisme turc, résulte de la décomposition de la société tribale et féodale opérée d'en haut et de façon réactionnaire.

Elle se compose des propriétaires terriens capitalistes, qui incarnent l'exploitation féodale, des entrepreneurs et des concessionnaires.

Ces anciens féodaux devenus bourgeois, sont les alliés fidèles du colonialisme turc.

Ayant renforcé à l'époque de la République sa fonction de serviteur détenue depuis le Moyen-Âge, cette classe exporte quotidiennement la plus-value qu'elle produit en Turquie, ne s'intéresse pas à l'indépendance et à l'industrialisation du pays et s'est assurée une place en Turquie pour le cas où la fuite s'imposerait.

Elle n'a donc rien à voir au Kurdistan.

Elle est organisée dans les partis bourgeois colonialistes et elle fait dépendre son développement, ses problèmes et sa libération de la bourgeoisie turque.

Elle voit dans l'État colonialiste le défenseur de ses intérêts et n'exprime pas la moindre revendication politique à son égard. Entre elle et le colonialisme turc aucun différend majeur n'existe, même si elle se dote à maintes reprises d'une apparence nationaliste afin de dissimuler son visage de traître.

Elle peut tout au plus servir le nationalisme turc et ne fait qu'entraver le Mouvement de Libération du Kurdistan.

c) La petite bourgeoisie citadine

Après le développement du colonialisme sur le plan économique, une urbanisation artificielle

se dessina.

Dans les villes, dont l'origine n'est pas l'industrialisation mais l'accumulation des masses (l'augmentation du nombre d'habitants), une petite couche bourgeoise se développa, englobant les catégories professionnelles suivantes : tailleurs, coiffeurs, épiciers, petits transporteurs, médecins, avocats et fonctionnaires.

A cette couche aussi le système colonialiste et féodal-compradore causa un grave préjudice. Les intérêts de ces gens ne cadrent pas avec le système.

Mais étant donné qu'ils ont constamment peur de perdre leur place, ils se donnent l'air d'être d'accord avec le système.

Vu l'absence d'un développement national-capitaliste, au nom duquel ils pourraient être politiquement actifs, vu aussi l'inexistence d'un mouvement indépendantiste sous la direction du prolétariat, ils établissent forcément la base matérielle de la pensée réformiste qui promeut la libéralisation du système colonialiste, qui sert le développement des propres intérêts et qui préconise le pacifisme social en tant que méthode de lutte.

Les représentants de cette couche croient être des politiciens rusés.

Ils ont une conception ironique du problème de l'indépendance et de la démocratie : Soit-disant que « le temps ne serait pas encore mûr ».

Ils essayent de légitimer le système colonialiste, féodal-compradore, auquel ils sont matériellement liés. Particulièrement en temps d'oppression ces personnes sont les parfaits serviteurs du système.

Malgré cela, cette couche peut comporter des personnes profondément patriotes d'un point de vue aussi bien qualitatif que quantitatif.

En abordant ces gens avec des méthodes convaincantes, on peut les soustraire à l'influence du réformisme et les gagner pour les

forces de la lutte de Libération Nationale.

d) La paysannerie

La paysannerie est la base de la nation kurde, elle constitue la majeure partie de la population du Kurdistan et elle fut la victime de l'oppression durant toute la durée de l'histoire.

On ne peut pas séparer « Kurdité » et paysannerie.

En raison du reniement de l'identité nationale dans la ville, la reconnaissance de l'identité nationale reste jusqu'à aujourd'hui limitée à la paysannerie.

Dans la paysannerie on ne peut pas dégager une tendance homogène.

Le développement du capitalisme dans l'économie agraire donna lieu à la différenciation à l'intérieur de la paysannerie : de nombreux anciens petits aghas se transformèrent en riches féodaux, une autre partie s'appauvrit et devint paysans moyens.

Les paysans riches partent généralement pour la ville et y exploitent leurs ex-serfs, cette fois-ci comme semi-serfs ou semi-prolétaires.

Le paysan moyen cultive sa propre terre et essaye de s'en sortir par ses propres moyens. Il emploie rarement des travailleurs.

La majeure partie de la paysannerie toutefois est composée de paysans pauvres.

Ils ne disposent pas de moissonneuses et ils se trouvent dans l'impossibilité de trouver du travail dans la ville. Ils vivent dans la misère et la pauvreté.

Ce sont eux qui souffrent le plus du système colonialiste et féodal-compradore.

La volonté d'empêcher le développement des forces productives par l'oppression colonialiste et féodale produit son plein effet sur les paysans.

Vivant toujours dans les ténèbres médiévales, les paysans pauvres et moyens ne peuvent

profiter de ce que les produits agricoles leur rapportent, étant donné qu'ils se voient obligés de céder leur récolte à l'État et aux compradores à des prix dérisoires.

Suite à cette oppression colonialiste et féodale qui vise à empêcher le développement des forces productives, au Kurdistan il est impossible pour la paysannerie de se développer.

Vu que la lutte pour la démocratie et l'indépendance rendra du coup la libération de la paysannerie possible, la paysannerie pauvre et moyenne constitue l'une des forces principales de la lutte de Libération Nationale.

La paysannerie n'a pas le pouvoir de réaliser une structure idéologique et organisationnelle indépendante. Cela ne peut se faire que sous la direction idéologique et organisationnelle du prolétariat.

Les tentatives de plusieurs courants réformistes bourgeois et petits-bourgeois pour récupérer la paysannerie, échouent sur l'incompatibilité des conditions matérielles de la paysannerie avec le réformisme.

Actuellement, sur un fond de relations diverses avec les tribus et compradores féodaux, la paysannerie est divisée entre les partis bourgeois colonialistes, et par conséquent affaiblie.

Son unification dans la lutte de Libération Nationale sous la direction du prolétariat est l'une des tâches principales des révolutionnaires prolétariens.

e) Le prolétariat

Le capitalisme colonialiste turc au Kurdistan et le prolétariat kurde se développèrent parallèlement.

Le prolétariat kurde n'est pas né d'un conflit avec la bourgeoisie kurde, mais sa formation est plutôt liée aux institutions de l'État turc au Kurdistan.

Il ne s'est donc pas développé en réponse aux conditions du capitalisme kurde, mais en

réponse à celles du capitalisme turc.

De ce fait le prolétariat kurde s'est formé avant la bourgeoisie kurde et il est d'un point de vue aussi bien qualitatif que quantitatif plus fort que cette dernière.

La pénétration du capitalisme dans l'économie agraire sous la dépendance du capitalisme turc, accéléra encore la prolétarianisation.

Par l'introduction de moissonneuses, la force de travail fut en grande partie libérée.

Une petite partie seulement de la force de travail ainsi libérée put trouver un emploi dans les exploitations de l'État.

Vu qu'il n'existe pas de capitalisme kurde dans le domaine de l'industrie, une véritable armée de sans-emploi fit son apparition.

La force de travail, libérée au Kurdistan sous l'influence du système colonial et féodal-compradore, fait dans les métropoles du capitalisme étranger office de force de travail corvéable.

Des millions de travailleurs saisonniers vont travailler périodiquement en Turquie dans les pires conditions et contre une rémunération infime.

Le capitalisme turc s'appuie d'une part sur la totalité des ressources du Kurdistan et d'autre part sur les travailleurs du pays.

Les travailleurs du Kurdistan, étant constamment confrontés à des problèmes d'hygiène, de santé et de logement, ne peuvent pas couper complètement leurs liens avec le village.

Il ne leur reste qu'à retourner au village, s'ils n'arrivent pas à trouver du travail dans la ville.

Le chômage engendre d'une part une couche importante de « lumpenproletariat » et est d'autre part à l'origine d'un manque de caractère et d'un sentiment d'infériorité.

Si on indique à ces gens le chemin en leur donnant les bonnes informations, ils seront

aptes et prêts à lutter.

Dans le cas contraire ils peuvent aussi être achetés et devenir un outil dans la main de la contre-révolution.

En effet, dans la situation actuelle ils sont largement exploités par les courants réactionnaires, social-chauvinistes et surtout fascistes.

Le prolétariat du Kurdistan souffre le plus du système féodal-compradore dépendant de l'impérialisme et de son allié, le colonialisme turc.

Le prolétariat, dont on a fait un continuel immigrant-émigrant, n'a aucune perspective sociale devant lui et est par conséquent le plus grand intéressé dans la lutte pour un Kurdistan indépendant et démocratique.

L'indépendance politique du pays, le développement et ensuite la nationalisation des forces productives qui s'y rattachent, constituent l'unique chemin vers la liberté pour tous les travailleurs du Kurdistan.

La méthode qui contraint des êtres humains à s'expatrier sans cesse et à vendre leur force de travail contre un salaire de misère à l'étranger et qui livre le pays à l'initiative du capitalisme étranger et de ses complices, les compradores féodaux, ne peut commis nullement mener à la liberté, mais constitue un crime contre l'humanité.

Le prolétariat du Kurdistan est, malgré certaines données défavorables, la classe la plus révolutionnaire du Kurdistan.

Il possède cette qualité, étant donné qu'il ne dispose de rien, qu'il s'est détaché des anciens liens tribaux et féodaux, étant donné enfin qu'il s'agit d'une classe qui se développe sans cesse, qui devient de plus en plus importante et qui profitera le plus de l'établissement de la démocratie et de l'indépendance dans le pays.

Sur le plan subjectif, le prolétariat n'est pas « une classe à part », car il ne s'est pas développé en une classe consciente et organisée.

Il reste empreint de la liaison avec la classe féodale-compradore, vestige des anciens liens tribaux et féodaux, de la même manière que la paysannerie.

Cela fait que le prolétariat est divisé entre plusieurs partis colonialistes.

Le mouvement prolétarien qui va de l'avant au cours de la phase actuelle grâce à la lutte théorique, idéologique, économique et politique, ne peut devenir un parti fort avant qu'il n'ait isolé les courants social-chauvinistes, réformistes et conciliateurs, vu que ces derniers abandonnent le socialisme scientifique pour le réformisme et représentent en réalité le nationalisme de la nation dominante et de la nation opprimée.

L'union entre travailleurs et paysans ne peut, elle non plus, s'opérer sans la direction idéologique-politique du prolétariat. La tâche impérieuse qui incombe aujourd'hui aux révolutionnaires prolétariens suppose un travail sur tous les fronts, tant théorique, idéologique, économique que politique, afin de pouvoir lutter activement contre le colonialisme et le système des compradores féodaux.

Telle devra être l'orientation de la lutte.

f) Les intellectuels et la jeunesse

Au Kurdistan d'aujourd'hui une couche sociale moderne, celle des intellectuels et de la jeunesse, gagne en influence.

L'attachement national et l'appartenance de classe de cette couche, qui fut élevée sur un fond de colonialisme turc en expansion rapide notamment au cours des dernières années, sont caractérisés par la labilité et l'indécision.

Elle est exposée par la bourgeoisie turque à une assimilation massive pour qu'elle s'identifie à la nation turque et qu'elle puisse être exploitée pour les propres intérêts de classe.

Vu que le travail dans les institutions économiques, sociales, culturelles et politiques portant l'empreinte de la nation turque,

nécessite la connaissance de la langue et de la culture turques, ceux qui ne disposent pas de ces connaissances, restent exclus de la vie économique et sociale.

Nombreux sont les étudiants et intellectuels kurdes, victimes de la politique de la bourgeoisie turque, qui deviennent tout simplement les serviteurs de la nation dominante, puisqu'ils ne peuvent accéder à leur identité nationale et que le fait d'être turc constitue pour eux le modèle de la civilisation.

Les intellectuels et les jeunes qui forment une sorte de pont entre deux nations, présentent une appartenance de classe complexe.

Les structures des classes dominantes kurdes, étant généralement liées aux classes dominantes turques, se reflètent parmi les intellectuels et les jeunes.

Ceux qui ne reconnaissent pas leur appartenance nationale, sont tout aussi incapables de dire à quelle classe dominante ils appartiennent.

Nombreux sont les intellectuels et les jeunes qui font preuve d'un esprit serviteur.

Les jeunes et les intellectuels issus des classes moyennes et pauvres sont en mesure d'analyser la situation un peu plus objectivement.

Ils sont convaincus que la domination du pays et du peuple par les compradores féodaux entrave leur propre développement.

Ils changent d'attitude à l'égard de leur pays et de leur peuple, puisqu'ils ne voient plus comment leur « libération » pourrait aboutir à l'intérieur de la nation dominante.

Ce changement d'attitude entraîne un développement du patriotisme.

A tous les stades de l'histoire la conscience fut transmise aux peuples et aux classes de l'extérieur.

Une « minorité », détachée de la production, établit les bases théoriques et essaie d'en faire la théorie du peuple et de la classe de l'extérieur.

Ceci est valable pour les classes progressistes tout comme pour les classes réactionnaires.

Des peuples ou des classes qui ne développent pas de « minorité » consciente et organisée, ne peuvent pas réaliser leurs objectifs économiques et politiques.

La lutte des peuples colonisés, en stagnation sociale, contre l'impérialisme et le colonialisme, ne peut se solder par la victoire en l'absence du développement d'une « minorité » consciente et organisée.

Sans le développement d'un mouvement de la jeunesse et des intellectuels patriotes sous la direction d'une « minorité » consciente et organisée, le mouvement de Libération Nationale des peuples colonisés ne peut, lui non plus, être mis sur pied.

Le plus grand défaut des soulèvements indépendantistes du passé consistait en l'inexistence du développement d'une jeunesse et intelligentsia patriotes, étant donné que celui-ci ne pouvait se produire en raison du maintien de la société féodale tribale sous l'influence de la domination étrangère.

Cependant, la naissance d'une intelligentsia et d'une jeunesse dans notre société au cours de ces dernières années vint à bout de ce manque et joua un rôle décisif, notamment dans la phase initiale de la lutte contre le colonialisme.

Grâce aux activités de cette « minorité » et sous sa direction un mouvement de jeunes et d'intellectuels patriotes vit le jour.

La fin de l'époque du nationalisme bourgeois et l'intérêt suscité par le socialisme scientifique parmi les jeunes et les intellectuels se rattachent à cette conviction que la démocratie et l'indépendance du pays peuvent être obtenues sous la direction du socialisme scientifique. Vu les conditions de notre pays, de nombreuses initiales.

Le Mouvement de Libération Nationale du Kurdistan ne peut pas surmonter son manque de cadres, avant qu'il n'ait développé et renforcé

sa propre organisation ; avant qu'il n'ait démasqué toute idéologie et attitude chauviniste, social-chauviniste, égoïste et réformiste ainsi que le reniement de la propre identité, qui continuent à influencer les jeunes.

Le mouvement des jeunes et des intellectuels patriotes occupera encore longtemps une place importante dans la lutte de Libération Nationale.

3. Éducation et structure culturelle

L'éducation et la culture dominantes au Kurdistan servent les intérêts de la nation turque.

La politique turque en matière d'éducation et de culture s'inscrit dans le colonialisme chauviniste turc : elle vise à rayer le Kurdistan de la carte en aliénant ses habitants de leur peuple et de leur pays.

D'énormes moyens, aussi bien sur le plan financier que sur celui des effectifs et des équipements, sont à sa disposition, de sorte qu'elle domine les cercles intellectuels presque dans leur totalité.

Cette politique cherche, par l'exploitation des cerveaux et du comportement, à parachever le colonialisme social, économique et politique.

Au contraire de beaucoup d'autres pays où une poignée d'intellectuels est à l'origine de la lutte de Libération Nationale, au Kurdistan l'exploitation des cerveaux par le colonialisme mène à la passivité, malgré la présence de plusieurs centaines de milliers d'intellectuels.

Aucune force au monde ne peut abolir un colonialisme à la fois économique, social et politique qui est mis en œuvre selon un plan objectif, si d'un point de vue subjectif ce colonialisme est présenté aux cerveaux pensants du pays comme étant un système légitime et acceptable.

Voilà la politique éducative et culturelle turque au Kurdistan.

La culture kurde est la conséquence d'un long

processus historique d'accumulation culturelle des peuples les plus divers.

Mais à défaut d'appuis politiques, économiques et organisationnels, elle est restée comme un bourgeon que vent et chaleur ont empêché de s'épanouir.

Comme dans tous les autres domaines, les Turcs se sont servis de la culture kurde comme matière première pour leur « propre culture ».

Ainsi la formation de la nation turque doit beaucoup à la culture kurde, dont le développement indépendant n'est en revanche pas autorisé.

A la domination politique et économique des Turcs sur les Kurdes s'ajoute donc la domination culturelle.

Celle-ci créa un type kurde qui ignore l'indépendance politique, économique et idéologique, qui s'est aliéné de sa propre personne, de sa nation et de l'humanité et qui se trouve au bord de l'abrutissement : on le qualifia de « Kurde sauvage ».

Le vrai homme kurde, qui au cours de l'histoire était porteur d'une riche culture humaine et qui réussit à se maintenir grâce à une lutte impitoyable contre la nature et les occupants, ne devrait pas être discriminé de cette manière.

Expliquons cette phase.

Afin de réaliser l'idéal kémaliste « d'une nation et d'une langue uniques » à l'intérieur des frontières « Misak-i-Milli », les Kurdes subissent un véritable lavage de cerveaux.

Dès l'école primaire il n'est question que d'histoire turque, que de langue turque, que de littérature et d'art turcs. Les « établissements d'enseignement » sont nombreux au Kurdistan et y revêtent plusieurs formes. Il s'agit en vérité « d'établissements de dépersonnalisation », inexistant même dans les colonies de nations riches, telles que l'Angleterre et la France.

Lorsque ces établissements ne répondent pas au but, c'est-à-dire la suppression de la

personnalité, ils peuvent être fermés dans la journée.

Donc, l'objectif n'est ni d'enseigner ni de civiliser, mais de « turquiser » la population et de l'asservir.

Ce colonialisme culturel et éducatif, véhiculé par la langue turque, est responsable d'une répression massive de la langue et de la culture kurdes.

Ecrire et lire en kurde : interdit.

L'étude et la diffusion de l'histoire, de la littérature et de l'art kurdes : tout aussi interdit.

On nous vole notre riche musique et folklore, le fruit d'un développement plurimillénaire.

La diffusion de cette musique en langue kurde est tout à fait impossible.

Ainsi 15 millions de personnes sont privées du droit de vivre leur art dans leur propre langue.

Voilà l'ampleur du colonialisme culturel.

Mais la lutte contre le colonialisme culture ne doit pas nous la mener à tirer de fausses conclusions.

Les thèses qui prétendent que la libération de la langue et de la culture est possible sans la Libération Nationale et qui de ce fait défendent l'enseignement kurde sous l'hégémonie de la République de Turquie, sont réformistes et réactionnaires.

Seuls les utopistes, qui ne comprennent pas la nature du colonialisme turc, peuvent croire à un tel projet.

En réalité, ce système ne permet en aucun cas la création d'une école primaire où la langue kurde serait enseignée.

Toutefois, il est nécessaire de continuer la lutte pour l'apprentissage de la langue kurde, ne serait-ce que sur le plan individuel.

Il faut communiquer avec les paysans en kurde.

L'idée de l'apprentissage et de l'enseignement de la langue kurde n'est pas fautive en soi, mais ce qui est condamnable, c'est l'exigence capitularde et réformiste « d'enseignement et de formation en langue kurde » à l'intérieur du système actuel.

Cela ne veut pour autant pas dire que la langue turque, en tant que langue des colonialistes, doit être méprisée.

Au contraire, il faut s'en servir comme un moyen pour transmettre la culture des peuples du monde à notre peuple.

La langue turque doit donc combler les lacunes de la langue kurde.

Lorsque notre indépendance nationale sera obtenue, la langue kurde pourra se développer rapidement grâce aux moyens mis à sa disposition, c'est-à-dire de l'argent, du personnel et des équipements, de sorte à occuper sa place parmi les langues du monde en tant que moyen de communication de base et véhicule de la culture.

Dans de nombreuses ex-colonies, on parle encore aujourd'hui la langue des colonialistes, le développement de la langue nationale s'y trouvant dans la phase initiale.

Dans la lutte contre la politique culturelle et éducative du colonialisme, nos tâches sont les suivantes : lutter jusqu'à sa disparition contre l'attitude qui refuse l'identité nationale ; démasquer et isoler le nationalisme petit-bourgeois réformiste qui considère le colonialisme comme un régime légitime et supportable et qui essaie de l'assouplir par maintes réformes ; étudier, connaître et diffuser l'histoire de la résistance de notre peuple au lieu de l'histoire traître des chefs féodaux et tribaux ; se tourner vers la culture des peuples du monde et celle de notre peuple au lieu de la ' sous-culture' de la bourgeoisie colonialiste, diffusée à travers le cinéma, le sport et la télévision.

4. Structure nationale

A l'heure d'un colonialisme turc qui se développe sans cesse, c'est la phase de la destruction et non la phase de la construction nationale qui prévaut.

La bourgeoisie turque détruit les éléments nationaux au Kurdistan et essaie de les remplacer par ceux de la nation turque.

A l'époque féodale, le peuple kurde développa ses éléments nationaux de manière plus intense que nombre de peuples voisins.

Mais avant qu'il ne puisse réunir ces éléments en un édifice national, il entra dans la phase de la destruction nationale sous l'influence du colonialisme capitaliste.

Tandis qu'au cours de la phase de la libre concurrence, la lutte nationale de la bourgeoisie pour assurer la domination de son propre marché, donna naissance aux nations bourgeoises dans beaucoup de pays, au cours de la phase impérialiste, les bourgeoisies de nombre de pays colonisés prirent graduellement un caractère de collaborateurs et de traîtres nationaux.

Puis, grâce à la victoire du prolétariat, qui avait assumé la direction de la lutte de Libération Nationale dans les colonies, les nations prolétariennes ou démocratiques virent le jour.

Mais parmi les peuples qui se trouvent encore sous la domination colonialiste, les facteurs nationaux continuent à être détruits.

L'identité nationale se perd et, au lieu de cela, s'effectue la fusion avec la nation dominante.

On parle en général de l'effet nationalisant du capitalisme.

Cela est vrai. Mais il est tout aussi vrai que sous la domination du capitalisme, beaucoup de peuples ont soit disparu soit perdu leur identité nationale pour ensuite s'identifier à la nation dominante.

Beaucoup de peuples aussi ne voyaient qu'une possibilité pour réaliser leurs aspirations

nationales : une lutte jusqu'au bout contre l'impérialisme capitaliste.

Les Aztèques, les Incas comme d'ailleurs tous les peuples indiens et les Arméniens entre autres furent massacrés.

On cherche à assimiler les peuples palestinien, basque, irlandais, érythréen, kurde etc... à la nation dominante et à les faire disparaître de cette façon.

Les nations du Vietnam, de la Chine, du Mozambique, de la Corée, de la Guinée, de l'Angola etc... naquirent dans la lutte contre l'impérialisme capitaliste.

Malgré la création des conditions objectives pour la construction nationale sous l'influence du colonialisme capitaliste qui se met en place, on ne peut pas dire que le « capitalisme nationalise ».

Le développement d'un réseau routier et du marché, la naissance des classes modernes font partie de ces conditions objectives.

A partir de ce point, aussi bien la construction que la destruction nationale sont possibles.

Sur cette base objective, les forces patriotiques d'un pays peuvent, par la libération du territoire, de la langue, de la culture, de l'économie grâce à une lutte de Libération Nationale, créer une nouvelle nation, c'est-à-dire permettre la construction nationale.

Mais les forces colonialistes pour leur part peuvent détruire la langue et la culture d'un peuple, considérer le territoire de ce peuple comme zone d'expansion pour leur propre nation et de cette manière empêcher la construction nationale du peuple concerné.

C'est une question de puissance et d'organisation.

Ceux qui prétendent que la construction nationale se fasse toute seule, sans lutte, sont les serviteurs du colonialisme.

Aucun peuple colonisé n'est devenu une

nation en l'absence d'une lutte, automatiquement.

Alors que dans la lutte contre le féodalisme, la bourgeoisie fut à l'origine de la construction nationale, aujourd'hui dans la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme, la construction nationale est rendue possible sous la direction du prolétariat par l'alliance des travailleurs et des paysans.

Les mouvements de Libération Nationale anti-impérialistes dirigés par des représentants de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie ont apporté l'esclavage sous un aspect nouveau au lieu de la Libération Nationale ou l'accélération du développement national.

Dans cette optique, au Kurdistan sous la domination du colonialisme capitaliste, ce n'est pas la nation kurde mais la nation turque qui est construite.

En s'emparant du marché du Kurdistan, en occupant militairement son territoire jusque dans les endroits les plus reculés et en réprimant sévèrement l'utilisation de la langue kurde et toute expression culturelle kurde, la bourgeoisie turque développe, par l'économie colonialiste, la structure sociale correspondante, sa langue et sa culture, la nation turque au Kurdistan.

La loi suprême du kémalisme est bien la création d'une nation turque à l'intérieur des frontières « Misak-i-Milli ».

C'est la loi qui est en vigueur aujourd'hui au Kurdistan.

La construction nationale kurde ne peut être réalisée que dans une phase exactement opposée, par une lutte acharnée contre le colonialisme turc sur tous les plans, économique, social, culturel, politique et militaire.

Ceux pour qui l'esprit serviteur est devenu une deuxième nature et qui disent « que le capitalisme construit la nation, qu'il est par conséquent progressiste, que le tracteur du capitalisme représente un stade plus avancé que la charrue à bœufs », se croient socialistes.

Cette catégorie de personnes ne peuvent être socialistes, si elles ne voient pas la douleur et la misère, le sang et les larmes des masses.

Tout au plus peut-on les comparer à des chiens qui lèchent les assiettes des colonialistes turcs, à qui l'eau vient à la bouche lorsque le colonialisme capitaliste continue son ascension.

Deux forces empêchent le développement des éléments nationaux au Kurdistan : une force externe, c'est-à-dire le colonialisme, et une force interne, la structure féodale tribale qui est entretenue sous l'influence toujours du colonialisme.

Dans les sociétés où dynamique interne et occupation font obstacle au développement politique indépendant, la tradition féodale tribale est consciemment maintenue en vie.

L'encouragement de la conscience au morcellement féodal, à l'autorité familiale et tribale constitue toujours un obstacle à la conscience nationale et à l'unité du peuple.

Il est responsable de la décomposition, de l'atomisation de la société.

L'unité de clan et de tribu entrave aussi bien le développement social que la construction nationale.

Avec le développement de la lutte sociale et nationale, la conscience de l'autorité de la famille, du clan et de la tribu, devenue superflue, est remplacée par la conscience sociale et nationale.

Une autre institution, la religion et le sectarisme religieux, qui datent du Moyen-Âge, voient leur existence se prolonger par la force sous le colonialisme.

La religion islamique, qui s'étendit sous la domination arabe au Moyen-Âge en véhiculant au lieu de la conscience nationale, la conscience de communauté religieuse, divisa le peuple kurde en plusieurs sectes.

Le sectarisme religieux, exploité politiquement contre les Persans sous la domination ottomane-turque, est un facteur de

division et de provocation de notre peuple jusqu'à l'heure actuelle.

En tant que reliquat de la religion du Moyen-Âge, le sectarisme religieux constitue un autre obstacle pour la lutte de Libération Nationale : il exclut notre peuple de la pensée moderne et sert la défense du système colonialiste et féodal-compradore.

On ne peut pas commettre de fautes dans cette lutte : mener une lutte contre la religion ne veut certainement pas dire, maudire la religion et s'irriter contre un peuple qui se sent lié à la religion.

Il y aurait là incompatibilité totale.

Il est par ailleurs important de comprendre la place de plusieurs minorités dans la société du Kurdistan.

A travers les vicissitudes de l'histoire, occupation, pillage et colonisation, d'autres minorités comme par exemple les Assyriens – à côté des Arabes et des Turcs installés dans un but administratif, commercial ou d'expansion – ont réussi à maintenir leur existence sur une terre qu'elles occupent depuis longtemps.

Tandis qu'une partie de ces minorité collabore avec la bourgeoisie turque dans son réseau d'agents, l'autre partie souffre comme le peuple kurde sous l'oppression inhérente au système féodal-compradore colonialiste.

La Révolution du Kurdistan supprimera l'oppression et l'exploitation des minorités et créera les conditions d'un épanouissement libre.

Le seul chemin qui permet de se dresser sous le colonialisme capitaliste contre le reniement de l'identité nationale et l'anéantissement national, passe par le développement de la lutte de Libération Nationale.

L'épanouissement national est impossible sans l'abolition des reliquats du Moyen-Âge et du colonialisme qui les maintient.

Toutes ces thèses qui abordent la question nationale et la question de la construction nationale du Kurdistan dans le cadre des

frontières « Misak-i-Milli », qui défendent la solution de cette question par une série de réformes à l'intérieur du système colonialiste et qui ne voient pas que la vraie solution se trouve dans la Révolution et l'indépendance nationale, relèvent au fond du nationalisme de la nation opprimante-oppriée et servent à légitimer le colonialisme.

Il faut démasquer et isoler ces conceptions fausses de la question nationale.

C'est une condition indispensable du développement et du renforcement de la lutte de Libération Nationale.

5. Structure politique

Au Kurdistan, un colonialisme politique turc puissant a été mis en place, représentant à la fois la base et le résultat du colonialisme économique, social et culturel.

Tout comme dans les autres domaines affectés par le colonialisme, le développement du colonialisme politique s'est produit à partir de l'occupation militaire.

La domination turque au Kurdistan commence avec l'occupation militaire.

Déjà au XI^e siècle, les tribus turques Oguz, communauté improductive vivant du pillage et du butin, entreprirent des razzias au Kurdistan.

Mais les chefs tribaux et féodaux, forts à cette époque, s'opposèrent à ces razzias et réussirent à imposer leurs propres systèmes administratifs.

Malgré le butin impressionnant, les tribus turques Oguz furent incapables d'instaurer une domination durable sur les plans militaire et politique.

Même les nouvelles principautés turques s'intégrèrent dans la structure sociale du Kurdistan et, de ce fait, perdirent leur caractère turc.

Les rapports entre les Turcs ottomans et les principautés kurdes, qui, au départ, s'étaient développés en harmonie, se détériorèrent petit à

petit au détriment des principautés kurdes, pour se transformer en domination des Turcs ottomans.

Mais même à l'époque de domination ottomane, les principautés kurdes ne perdirent pas leur force politique d'un seul coup ; ils perdirent leur force politique au cours d'un long processus historique au fur et à mesure qu'ils durent se plier à l'autorité centralisée ottomane dans leur combat pour l'autonomie.

En même temps cette domination turque ottomane se renforça sur le plan militaire et politique ; en se stabilisant, elle entraîna une exploitation économique grandissante.

Suite à la main-mise sur une partie de la plus-value jusqu'alors dans les mains des principautés féodales kurdes, suite aussi à l'imposition des moyens de subsistance du peuple, la domination militaire turque fut complétée – comme une suite naturelle – par le colonialisme économique.

Ce qui restait des forces politiques des principautés kurdes fut noyé dans la répression des soulèvements sous la République.

L'occupation totale du Kurdistan par l'armée turque au début des années 40 signifia la fin du pouvoir politique et militaire des classes dominantes kurdes, désormais incapables de se développer.

Maintenant un seul problème les préoccupa : comment lier leur sort à celui de la bourgeoisie turque et comment protéger leur propriété contre le peuple sous l'égide de l'État turc ?

Vu les conditions historiques, internationales et concrètes, il ne peut être question d'un pouvoir militaire et politique des classes dominantes kurdes, à l'exception du fait qu'elles entretiennent des bandits qui servent la politique « diviser pour régner » des colonialistes turcs.

Lorsque les chefs tribaux et féodaux furent tenus à l'écart du pouvoir politique et qu'il apparut que les kurdes devenus bourgeois « sur

les genoux » de la bourgeoisie turque ne détenaient nullement ce pouvoir, la domination turque s'établit dans le domaine politique.

A ce moment-là, les Turcs, qui à l'époque ottomane ne gouvernaient que quelques provinces, étendirent leur domination à toutes les provinces du Kurdistan administrées par des Kurdes, le Kurdistan s'étant subdivisé au cours de son histoire en districts, villes et communes.

Les institutions publiques au Kurdistan sont aujourd'hui dominées à cent pour cent par la bourgeoisie turque.

Sur le plan militaire le même processus a pu être observé.

Jusqu'à 1830, la domination militaire turque était encore très faible au Kurdistan.

Jusqu'à cette date les Kurdes n'avaient pas fait de service militaire pour les sultans ottomans.

Mais les défaites subies contre l'Europe et le développement des mouvements de Libération Nationale des peuples chrétiens obligèrent les Ottomans à dissoudre l'armée des Janissaires et à former une nouvelle armée composée des peuples islamiques.

Ainsi débuta la phase durant laquelle les Kurdes furent enrôlés de force dans l'armée.

A cette fin, de grandes offensives militaires eurent lieu au Kurdistan à partir de 1830.

A la suite de cette série d'occupations, d'une part les Kurdes furent soumis à une imposition régulière et de l'autre, on essaya de leur imposer le service militaire.

Le service militaire obligatoire et l'obligation fiscale figuraient parmi les causes principales des plus grands soulèvements du XIX^e siècle.

Tandis que la répression des révoltes mit dans une grande mesure fin à l'autonomie interne des féodaux, la domination turque, se substituant à ces derniers, imposa par la force l'obligation fiscale au peuple kurde.

Sous l'oppression et l'exploitation par la

domination turque, s'ajoutant à l'oppression et l'exploitation par les féodaux, le peuple kurde commença à avoir la vie dure.

Sous la République, la résistance des Kurdes étant complètement brisée, on put appliquer la politique prévue à leur rencontre.

L'une de ces mesures consiste dans l'obligation pour chaque Kurde de 20 ans révolus d'accomplir entre 2 et 4 ans de service militaire.

Soldats ordinaires, les Kurdes sont comme des esclaves au service de l'armée turque, qui les charge des tâches les plus pénibles.

Au niveau du commandement, on ne compte aucun Kurde à l'exception des traîtres et des agents.

La bourgeoisie turque contrôle l'armée d'une manière absolue.

Les paysans kurdes qui sont appelés sous les drapeaux, maudissent le jour de leur naissance : ils reçoivent une leçon « d'instruction patriotique » avant de rentrer chez eux.

Ces paysans kurdes, dont on a fait des robots pendant leur service militaire, évoquent toute leur vie durant leurs « souvenirs du temps où ils étaient à l'armée », de sorte qu'ils répandent le venin du chauvinisme turc dans leur environnement.

Que l'on amène ainsi les Kurdes, qui constituent pourtant une force militaire importante au sein de l'armée colonialiste, à la soumission et à la trahison envers eux-mêmes, est une des méthodes les plus pernicieuses et nocives du colonialisme turc.

Le Kurdistan a pour ainsi dire « été occupé par les Kurdes » au nom du colonialisme turc.

L'ignorance des méthodes barbares, fâcheuses et subtiles du colonialisme turc sous-jacentes et l'imputation de la faute aux Kurdes eux-mêmes ne peuvent être la façon d'agir que d'un traître et d'un serviteur.

Nous assistons à la reprise perpétuelle d'une

tragicomédie, à chaque fois qu'un jeune du Kurdistan qui doit partir pour le service militaire, est escorté avec tambour et haut-bois, à chaque fois aussi qu'une mère enterre le cadavre de son fils « en chantant ».

En bref, le colonialisme militaro-politique turc instauré de cette manière au cours de l'histoire, s'est doté d'une forte base économique, sociale et culturelle pour devenir un colonialisme politique au sens complet.

Ce colonialisme politique, érigé au cours de l'histoire sur des fondements solides, qui, aujourd'hui, a atteint son but en ce qui concerne le colonialisme économique, s'accomplit d'une façon dont l'équivalent est difficile à trouver dans le monde, étant donné que d'une part il se masque et que de l'autre, il tient compte de la situation internationale et des conditions concrètes au Kurdistan.

Ceux qui ne reconnaissent pas l'histoire, les conditions concrètes ou qui, dans l'intérêt de leur classe, ne veulent pas les reconnaître, essayent de considérer et de présenter ce système, « avec son parlement, ses partis politiques, sa droite et sa gauche », non comme colonialisme politique mais comme une véritable « démocratie bourgeoise ».

Du fait de leur nature, nombre de courants social-chauvinistes s'emploient frénétiquement à cacher les faits et ils essayent de « définir un éléphant à l'un de ces poils » en disant : « il n'a pas de gouverneur », « il y a des Kurdes au parlement et dans l'armée », « la Turquie est elle-même une colonie, une colonie ne peut avoir une colonie à son tour », « seuls les États-Unis et l'Union Soviétique peuvent pratiquer le colonialisme, la Turquie étant une puissance trop modeste pour ce genre de choses ».

En réalité, le colonialisme turc au Kurdistan dispose d'un héritage historique, militaire, politique, culturel, social, économique et international tellement fort qu'il poursuit son existence par le biais du parlement, des partis politiques, de la droite et de la gauche, comme une suite naturelle de son pouvoir.

Par ailleurs, le Kurdistan était déjà soumis à la domination turque avant que les États-Unis n'existent.

A plusieurs époques de l'histoire, le Kurdistan a été gouverné par des gouverneurs de provinces, des inspecteurs généraux, des États-majors militaires dotés de tous les pouvoirs politiques et juridiques.

Lorsque des États impérialistes forts existèrent, les Turcs ont régné sur le Kurdistan, parfois contre la volonté de ces États, parfois en collaboration avec ces États.

Des cerveaux qui ne reconnaissent pas ces faits évidents, ne peuvent exister que dans des têtes où le kémalisme est présent jusque dans la plus petite cellule.

Afin de pouvoir faire entrer ces faits dans ces têtes, il faut les débarrasser du venin kémaliste d'abord ; sinon il faut les briser.

Reprenons le thème de l'occupation militaire.

Ceux qui exercent le pouvoir militaire, dominant, en raison de ce pouvoir, les structures économiques, sociales et politiques.

Voilà l'alphabet du marxisme.

La relation entre le pouvoir militaire, politique et économique est une relation directe et déterminée.

Plusieurs voix prétendront que l'armée qui se trouve au Kurdistan, n'est pas l'armée turque.

Nous leur disons que cette armée défend à l'heure actuelle les intérêts de l'impérialisme au Moyen-Orient. En outre, c'est un fait que cette armée représente en même temps les propres intérêts de la bourgeoisie turque au Kurdistan, en Chypre et en Anatolie.

Même si demain cette armée « échappe au contrôle de l'impérialisme », elle restera probablement au Kurdistan dans les mains des kémalistes qui se disent « de gauche » et poursuivra, « conformément à son histoire », les massacres perpétrés dans les années 1925-1940, lorsque le contrôle impérialiste sur la Turquie

fut faible.

Nous voulons commenter ceci brièvement : la bourgeoisie turque, qui est très forte sur le plan militaire au Kurdistan, est en mesure de déployer le colonialisme politique sans à-coups, comme sur les plans économique, social et culturel.

Dans le système capitaliste, chacun suivant sa force a quelque chose à dire.

La force de la bourgeoisie turque lui permet de coloniser le Kurdistan.

Qu'elle soit capable à l'heure actuelle d'occuper la moitié de Chypre, est la preuve de cette force.

Le choix du régime parlementaire et des partis politiques n'est pas dû à la libéralité du colonialisme turc, mais plutôt à l'avantage qu'offre le maintien des compradores féodaux kurdes, comme c'est le cas sur les plans économique, social et culturel, sous pression politique massive.

L'attisement de querelles sur le choix des partis avec l'aide des compradores féodaux, la provocation au sein du peuple, le maintien des paysans moyens sous le joug des grands propriétaires terriens et des compradores et la dissimulation d'un système colonialiste rare dans le monde sous le masque de la « démocratie », ce sont les méthodes du colonialisme politique turc.

Si dans un pays donné, le colonialisme politique semble être mis en pratique par le biais du parlement et des partis de la nation dominante, cela veut dire que dans ce pays le colonialisme vit sa phase la plus favorable.

Le même effet s'est produit dans les colonies anglaises et françaises.

Tandis que les serviteurs jaunes, noirs et blancs originaires des colonies croyaient faire de la politique au parlement de Paris ou de Londres, nombre de ces colonies avaient accédé à leur indépendance.

Mais avec le développement de la lutte de

Libération Nationale, les intrigues de la « démocratie » font petit à petit place aux bottes des généraux, à la torture, aux cachots et aux bombardements.

Dès qu'on enlève un peu le vernis de la « démocratie » aux temps les plus favorables au colonialisme, on voit apparaître le despotisme civil et militaire, ricaneur, synonyme de sang, de torture, de meurtre et de douleur.

Ces descriptions s'appliquent au Kurdistan au centuple.

Ceux qui, dans le cadre du colonialisme politique de la bourgeoisie turque, qui sema la discorde au sein de notre peuple, qui maintient l'oppression féodale-compradore en vigueur et qui essaye de présenter ce despotisme sanglant comme « démocratie », continuent à désigner le combat pour l'envoi de candidats au parlement, qu'ils soient « membres d'un parti », « sans appartenance politique » ou « nationaux », comme « lutte démocratique », ou qui s'appellent « démocrates », « patriotes » voire « socialistes », ne méritent pas ces dénominations.

Nous le répétons, ils peuvent tout au plus lécher les assiettes des colonialistes.

Tant qu'on ne vise pas le colonialisme politique, qu'on ne s'est pas donné pour but d'anéantir chaque forme de colonialisme, aucune de ces méthodes de lutte que ce soit au niveau d'une association ou d'un parti, qu'elle soit légale ou illégale, ne peut être appelée démocratique.

Dans un système qui repose sur la destruction d'un peuple, une lutte démocratique – même dans un contexte d'organisations professionnelles – est impossible.

Nous disons donc que la représentation des plus grands compradores dans la TBMM (Grande Assemblée Nationale de Turquie) et la République de Turquie, qui ne porte en elle pas la moindre partie de démocratie bourgeoise, n'est pas démocratique.

Pour les révolutionnaires du Kurdistan, la lutte pour la démocratie doit être basée sur l'indépendance nationale contre l'oppression du peuple par la couche féodale-compradore.

Ceux qui se rassemblent sous le drapeau du patriotisme, font partie des forces démocratiques.

Les qualificatifs démocratiques s'appliquent aussi à ces forces.

Par contre, ceux qui se rangent sous l'autre drapeau, à moins qu'ils aient été la victime d'une duperie, ne méritent pas le droit de vivre.

Bref, le régime en place au Kurdistan est le régime colonial de la T.C. (République de Turquie) appliqué de la manière la plus sournoise et despotique.

Tandis que ce régime fait des représentants de la couche féodale-compradore ses serviteurs et de ce fait les protège, il soumet le peuple à une oppression sans merci.

Tandis qu'à la campagne il opprime et contrôle d'une manière systématique les paysans avec l'aide de la gendarmerie, les villes sont administrées par un trio d'opresseurs composé de gouverneur (kaymakam, vali), représentants de l'armée et commissaires.

Parallèlement à cette face ouverte du colonialisme, le MIT (Services Secrets Turcs) organise d'une part tous les défenseurs du colonialisme de façon secrète et de l'autre il perpétue cette organisation dans une grande partie de la structure sociale qui lui est acquise, afin d'attiser des conflits à l'intérieur du peuple et d'empêcher la lutte de Libération Nationale.

Toutes ces méthodes colonialistes, tantôt secrètes tantôt ouvertes, sont liées à l'occupation militaire.

C'est sur la base de cette occupation que la gendarmerie, la police, les représentants colonialistes civils, les partis bourgeois et la TBMM ont été implantés au Kurdistan.

Ni les social-chauvinistes ni les réformistes bourgeois et petits-bourgeois ne peuvent fausser

ces réalités.

La lutte de Libération Nationale en finira avec toute attitude social-chauviniste, réformiste bourgeoise et petite-bourgeoise qui dissimule et légitime le colonialisme politique, et elle se développera.

III. La Révolution du Kurdistan

1. L'héritage historique, sur lequel s'appuie la Révolution du Kurdistan

Aujourd'hui deux héritages historiques différents se trouvent devant la Révolution du Kurdistan.

Le premier est le passé concret de résistance du peuple kurde dans une lutte sans merci au sein d'une riche culture humaine, contre la domination étrangère, contre les classes dominantes et contre la nature, sous la forme d'une « bravoure et d'un courage kurdes » ; le second est l'histoire des classes dominantes, qui repose sur l'oppression du peuple et la protection de la domination étrangère et nous apparaît aujourd'hui comme une inconstance, une lâcheté, une instabilité et une trahison nationale, qui est coupée de toute dignité humaine et patriotique, et qui se concrétise comme étant le fossile d'un reliquat humain.

Nous dissociions très nettement ces deux héritages historiques.

De la même manière que nous nous reconnaissons dans l'histoire du peuple et consolidons notre combat révolutionnaire, nous nous dissociions, dans la même mesure, de l'histoire des classes dominantes et la maudissons.

Même si les résistances des peuples n'ont pas abouti à leur indépendance, elles n'ont rien perdu de leur gloire.

Si aujourd'hui l'humanité, sous le socialisme, avance vers la société sans classes, alors la part revenant à la résistance des peuples, marquée par d'innombrables actes d'héroïsme, ne laissant pas même une trace dans l'histoire, est très

importante.

La résistance du peuple kurde, comme celle des autres peuples, n'a pas été des moindres.

Pendant le déroulement de l'histoire de la société de classes, il a opposé une grande résistance contre l'occupation, la domination et le massacre auxquels peu de peuples ont été soumis.

Même le fait, que les Kurdes ont choisi les régions montagneuses pour s'y installer, témoigne suffisamment de cette résistance.

Les Kurdes ont protégé leurs tribus et leurs montagnes – au détriment de la civilisation – et ont défendu leur indépendance face à la domination étrangère.

L'attachement à la famille et l'absence de peur devant la mort pour l'honneur de cette famille, même s'ils représentent un obstacle au développement politique et social, sont l'expression de ce sentiment traditionnel de résistance et d'indépendance.

Ils défendent de façon réactionnaire le concept de la famille et veulent défendre par là leur indépendance, comme s'ils voulaient se venger de l'aliénation de leur patrie, de leur travail et de l'humanité.

Voilà le drame de l'homme kurde.

Si l'homme du Kurdistan rattachait ce complexe de ses sentiments envers l'indépendance à son travail, sa patrie et l'humanité, il n'y aurait rien qu'il ne puisse mener à bien.

Le sang, que le peuple kurde a dû verser pour lutter contre l'occupation, le pillage et le colonialisme des sociétés esclavagistes, féodales et capitalistes, a été versé par peu de peuples.

Quelques-uns des grands soulèvements des 200 dernières années sont par exemple: 1831-36 Rowanduz, 1842-48 Bedir Khan Bey, 1856 Yezdan Shêr, 1879 les Bedir Khan, 1881 Obeidullah, 1919 Koggiri, 1920 Simko, 1925 Palu-Genc-Hani, 1930 Agri, 1938 Dersim.

Ces soulèvements montrent, que notre peuple n'a pas fermé les yeux quand on lui a volé sa liberté, pour laquelle il a fait couler beaucoup de sang.

Le peuple du Kurdistan ne pouvait pas aboutir au succès avec les organisations tribales divisées, n'étant même pas reliées entre elles, contre l'organisation de l'État de l'ennemi, sous forme d'empires.

Si l'on considère la trahison constante et la conduite servile des féodaux et des chefs de tribus, on ne peut pas accabler le peuple du Kurdistan avec la question suivante : Pourquoi ces soulèvements n'ont-ils pas conduit au succès ?

Si le peuple kurde n'a pu obtenir l'indépendance, qui a été obtenue par ailleurs par plusieurs peuples sans verser beaucoup de sang, il n'en ressort pas, que le peuple kurde n'ait pas opposé de résistance ou ait versé peu de sang ; au contraire, il en ressort, que les ennemis étaient très forts et que les classes dominantes s'étaient données pour mission l'inféodation et la satellisation.

Mais ce peuple se présente aujourd'hui comme un « cobaye ».

Nous en éprouvons de la honte.

Qu'aujourd'hui les ennemis de ce peuple se servent de la patrie de ce peuple comme de leur propre ferme et que nous assistions, désemparés, à cela, ajoute au centuple à notre honte.

A quoi sert tout cela ?

Cela sert à exacerber notre colère et à déterminer, en se référant à l'histoire de la résistance de notre peuple et sous la direction du socialisme scientifique, le véritable chemin de notre Libération.

2. Les conditions objectives et subjectives de la Révolution du Kurdistan

Le développement et la maturation des conditions objectives de la Révolution dans un pays colonisé en phase impérialiste signifient,

que ce pays devient un maillon de la chaîne impérialiste, que ce maillon atteint un développement capitaliste et aboutit à l'apparition des classes et couches modernes, au premier rang du prolétariat.

Avec l'évolution de l'impérialisme vers un système dans le monde entier, on peut parler en règle générale dans tous les pays du développement des conditions objectives de la Révolution.

Quelques colonies classiques, qui exceptionnellement n'ont pas pu être colonisées par les systèmes d'économie capitalistes, ne font pas partie de cette catégorie, du point de vue de développement des conditions objectives de la Révolution, en raison du non-développement d'une économie capitaliste.

Pendant que les Anglais et les Français par exemple, avec leurs économies capitalistes développées ont permis tôt le développement capitaliste dans leurs colonies et ont provoqué dans ces pays le développement des objectifs de la Révolution, des pays tels que le Portugal et la Turquie, qui possèdent des économies arriérées et dépendantes de l'impérialisme, étant donné qu'ils n'ont pas pu déclencher dans leurs colonies un développement capitaliste en dû temps, ont empêché le développement des conditions objectives de la Révolution dans ces pays.

Ce n'est qu'après l'établissement des relations néo-coloniales avec l'impérialisme qu'ils ont accéléré le développement capitaliste dans les colonies et provoqué le développement des conditions objectives de la Révolution.

Le développement des conditions objectives de la Révolution au Kurdistan a été empêché pendant longtemps.

A travers la déconnexion de la société kurde d'avec les effets du capitalisme européen à l'aide d'une forte oppression et exploitation de la structure sociale féodale pendant la période de domination ottomane, et par l'occupation militaire, les massacres et l'introduction de la

« zone défendue » sous la République, essentiellement à la fin des années 40, la société kurde a été isolée du monde et protégée jusque dans les années 50 de l'influence du capitalisme.

Ce n'est qu'à partir de cette date, comme expliqué dans les chapitres respectifs, que le développement colonial-capitaliste au Kurdistan a été accéléré, en premier lieu par l'adoption du néocolonialisme par l'impérialisme, par le développement accéléré du capitalisme turc dans les conditions du néo-colonialisme et par l'évolution des propriétaires terriens féodaux kurdes vers des grands propriétaires terriens capitalistes et des compradores, qui voulaient prendre part à ce développement.

Le colonialisme capitaliste poursuivi aujourd'hui au Kurdistan, a brisé la structure sociale, tribale et féodale, qui pendant des siècles avait été protégée, a mis sur pied une économie coloniale, qui s'appuie totalement sur le pillage, et a accéléré le développement des conditions objectives de la Révolution.

Dans les colonies maintenues dans les systèmes d'occupation militaire, les conditions objectives de la Révolution existent, si dans ces pays le colonialisme économique est développé.

La prise de pouvoir par un soulèvement en masse lors d'une révolution éventuelle, comme cela serait possible dans les pays capitalistes indépendants et développés par l'instruction et l'organisation du prolétariat en une phase de lutte légale à long terme, par la capacité des classes dominantes, de gouverner, devenue instable, par la détérioration complète du niveau de vie des « basses classes » et dans le cas d'une action d'indépendance et une action révolutionnaire de ces classes éprouvant un désir de changement, n'est pas valable pour les colonies.

Comme dans les colonies, la possibilité d'une activité et d'une organisation légales n'existe pas, les révolutionnaires doivent, pour leur propre protection, pour l'organisation du peuple et pour leurs activités, mettre les institutions colonialistes hors circuit, appliquer

conjointement les méthodes de lutte idéologiques, politiques et militaires.

Ceux qui analysent les conditions objectives de la Révolution dans notre pays de la même façon que dans les pays capitalistes indépendants et développés, ne peuvent être que des gens, qui ne veulent pas réaliser la Révolution ou qui fuient devant elle.

Les conditions subjectives de la Révolution expriment le niveau de conscience et d'organisation de ces classes et ces couches, qui voient leurs intérêts dans la Révolution.

Avec la théorie révolutionnaire, qui ressort de l'analyse des conditions concrètes du pays, le programme, qui s'inspire cette théorie et qui explique les caractéristiques, les buts, les tâches, les forces fondamentales, les alliances nationales et internationales de la Révolution de façon concise et dans les principales lignes, et le niveau minimal d'organisation, qui s'appuie sur cette théorie et ce programme et exprime simplement l'organisation des socialistes, ce sont les conditions subjectives, qui sont annoncées.

Avec l'existence des conditions subjectives, le chemin de développement des révolutions des colonies traverse une guerre chaude.

Une organisation, qui dans les colonies a le niveau de l'organisation minimale, se dissout, quand elle ne témoigne pas du courage de développer la lutte armée, ou alors devient un « club de bavardages pour intellectuels ».

La théorie révolutionnaire ressortant de l'analyse des conditions objectives de la Révolution du Kurdistan, la mise sur pied du programme et la lutte sous sa conduite se situent au début d'une évolution.

La pensée dépendante et la stérilité des intellectuels kurdes ainsi que leur incapacité concernant l'analyse des conditions concrètes et l'histoire de leur pays ne commencent que peu à peu à être surmontées.

L'activité de publication, qui jusqu'à aujourd'hui n'a pu se développer autour de la

théorie et du programme de la Révolution, n'a pas reflété, en raison des conséquences naturelles de la légalité, les réalités du pays, telles qu'elles sont, et a servi, pour cette raison, à concentrer l'intérêt de la jeunesse et des intellectuels sur divers courants social-chauvinistes, réformistes-petits-bourgeois, et à les empêcher d'évoluer vers une forme révolutionnaire-patriotique.

Pour notre mouvement, qui s'inspire fondamentalement de la réflexion sur la réalité du Kurdistan et agit dans ce sens, diriger notre peuple sur un plan idéologique, organisationnel et politique, avec sa théorie reposant sur la situation concrète du pays et son programme s'appuyant sur cette théorie, est une mission honorable et historique.

3. Caractéristiques, buts et tâches de la Révolution du Kurdistan

La signification que l'on peut tirer des caractéristiques d'une révolution est de montrer dans quel contexte de l'histoire elle se réalise et quelles tâches fondamentales elle doit résoudre.

La Révolution du Kurdistan est la révolution d'un pays dans lequel l'oppression nationale n'est abolie en aucune façon mais se trouve au contraire constamment renforcée et où par conséquent l'obscurantisme moyenâgeux se fait lourdement sentir.

Cette caractéristique de la Révolution du Kurdistan s'est formée pendant une très longue phase historique.

L'oppression nationale, qui est aujourd'hui concrétisée par un colonialisme turc capitaliste toujours plus développé et renforcé, fait que la première phase de la Révolution du Kurdistan se déroulera du point de vue national.

Tant que la question de l'oppression nationale ne sera pas réglée, aucun problème du pays ne sera pas réglé non plus.

Le conflit principal du pays est d'ordre national et le règlement de tous les autres conflits dépend de la solution de ce conflit principal.

Ce conflit est responsable de tout : du non-développement des forces productives du pays, de l'histoire, de la langue et de la culture nationales jusqu'à la prédominance d'un obscurantisme moyen-âgeux.

Tous les points de vue sur le Kurdistan qui ne considèrent pas le conflit national comme le principal conflit, servent le colonialisme et la réaction.

Un conflit, en rapport avec le conflit national et qui doit être réglé avec lui, c'est le conflit entre le peuple et les compradores féodaux.

C'est une autre caractéristique de la Révolution du Kurdistan.

Ce conflit ne peut pas être réglé sans inclure le colonialisme et le conflit national, et aussi sans le développement de la lutte contre le colonialisme.

La solution de ce conflit souligne le côté démocratique de la Révolution.

En ce qui concerne les conditions historiques concrètes du Kurdistan, les formes d'oppression nationale et féodale sont à ce point imbriquées les unes dans les autres qu'on ne peut pas les séparer ni enfoncer un coin entre elles.

Une grande partie des compradores féodaux ont été faits agents, si bien qu'on ne les différencie plus des représentants enragés du colonialisme.

C'est pour cela qu'il est faux de différencier les aspects nationaux et démocratiques de la Révolution du Kurdistan et de résoudre son côté national et son côté démocratique en des phases distinctes.

L'enchevêtrement de l'oppression nationale et de classes conduit à considérer comme un tout la Révolution et la lutte contre l'oppression nationale et de classes.

La lutte contre les structures d'agents est en particulier une des tâches les plus urgentes et elle représente un caractère typique de la Révolution du Kurdistan.

Ces caractéristiques font de la Révolution du Kurdistan une Révolution nationale-démocratique.

Dans la phase où la bourgeoisie représentait, face au féodalisme, une classe progressiste, on appelait les révolutions de ce type des révolutions bourgeoises-démocratiques.

Avec la fin des révolutions bourgeoises-démocratiques après la Révolution d'Octobre et le commencement de l'époque des révolutions prolétariennes, on a commencé à appeler les révolutions bourgeoises-démocratiques se développant dans la dépendance des révolutions prolétariennes des « révolutions bourgeoises-démocratiques d'un nouveau type », de « nouvelles révolutions démocratiques » ou enfin des « révolutions nationales-démocratiques ».

Après la révolution nationale-démocratique on passe sans interruption à la révolution socialiste.

Mais, on ne peut pas se consacrer à la révolution socialiste sans avoir réussi tout d'abord, par une lutte à long terme, la révolution nationale-démocratique.

La Révolution du Kurdistan est dirigée en premier lieu contre le colonialisme turc.

Le colonialisme turc usurpe l'indépendance politique, s'efforce à anéantir la langue, l'histoire et la culture kurdes et anéantit et pille les forces productives.

Ce colonialisme est soutenu de l'extérieur par les impérialistes et de l'intérieur par les compradores féodaux.

Ces trois forces, qui sont étroitement liées, sont les cibles de la Révolution du Kurdistan.

Un mouvement qui ne se développerait pas en premier lieu contre le colonialisme turc et ses protecteurs, ne peut pas prétendre avoir au Kurdistan un caractère révolutionnaire.

Tout point de vue qui essaierait d'ignorer la domination turque sur le Kurdistan sous la forme d'un colonialisme classique par l'une ou l'autre caractéristique de l'impérialisme ou du

féodalisme, est un point de vue réactionnaire qui sert à couvrir le colonialisme turc.

La seule voie juste dans la lutte passe par la lutte contre le colonialisme turc, qui puise ses forces dans l'impérialisme et le féodalisme et dont les intérêts se confondent.

Les tâches de la Révolution du Kurdistan, définies par les caractéristiques et les buts de la Révolution du Kurdistan, prévoient la création d'un Kurdistan indépendant et démocratique.

La création d'un Kurdistan indépendant n'est possible que dans la mesure où l'on supprime le colonialisme qui dispose des richesses naturelles, du travail, de l'agriculture, du commerce, de la finance et de l'industrie, ainsi que le colonialisme culturel et politique qui empêche la langue, l'histoire, la culture, la vie sociale et la politique de se développer, et si l'on supprime également l'occupation militaire.

C'est seulement après la suppression du colonialisme dans ces domaines que pourra naître au Kurdistan un développement indépendant sur les plans politique, économique, culturel et social.

La création d'un Kurdistan démocratique dépend de l'abolition de l'oppression exercée par les compradores féodaux sur la société du Kurdistan.

La suppression de l'oppression et de l'exploitation par la classe compradore féodale conduit à l'émancipation des femmes, des paysans, des minorités, et au développement libre de l'ensemble de la structure sociale.

L'accomplissement de nos tâches sur les deux plans interdépendants, par rapport à cette oppression et cette exploitation, n'est possible qu'au moyen d'une organisation politique sous la conduite du socialisme scientifique, d'un front de Libération Nationale sous la conduite de cette organisation politique et par la mise en place d'une armée du peuple forte, combattant sous la direction de ce front.

Pour que l'organisation du parti, du front et

de l'armée puisse gagner en contenu et se développer, on doit construire les organisations de masse des travailleurs, paysans, artisans, jeunes et femmes.

La démocratie populaire établie sur la base de la réalisation de ces tâches et des principes généraux du centralisme démocratique sous forme d'une république populaire démocratique, peut rendre possible la construction d'un système économique qui, sous la direction de l'Institut central et autorisé pour la planification de l'État, permet l'étatisme, le système coopératif et la propriété privée et qui est indépendant en premier lieu dans les secteurs de l'industrie lourde, de l'économie agraire, du commerce et des finances et qui favorise le développement total.

L'indépendance et le développement sur les plans politique et économique s'accompagnent de l'indépendance et du développement sur les plans de la langue, de la société, de la culture et de la formation.

La recherche et la reconnaissance officielle de la langue, de l'histoire et de l'art nationaux, l'encouragement culturel de tout le peuple, national dans la forme et démocratique dans le fond et la formation technique, professionnelle et scientifique de chacun, selon sa situation, n'est possible que par l'indépendance économique et politique.

4. Méthode et tactique de la Révolution du Kurdistan

Au cours de l'histoire, la violence a constamment eu deux rôles.

En effet, l'on distingue la violence révolutionnaire d'une part et la violence réactionnaire d'autre part.

La violence révolutionnaire a pour but la destruction des rapports de production réactionnaires, qui entravent le développement des forces productives, ainsi que de la domination étrangère sur les peuples.

La violence réactionnaire par contre rend le

développement des forces productives plus difficile, établit la suprématie des rapports de production réactionnaires et vise à ériger la domination d'un régime usurpateur et pillard sur les peuples.

En outre, par rapport à son orientation, la violence est divisible en deux catégories ; la première étant la violence intérieure, qui est utilisée pour résoudre le conflit existant entre les forces productives et les rapports de production ; l'autre étant la violence extérieure, qui se dirige sur les tribus, les peuples et les nations.

Lorsque la violence intérieure vise à abolir les rapports de production devenus un obstacle au développement des forces productives, elle a un rôle révolutionnaire ou progressiste.

Mais si toutefois elle intervient pour perpétuer les rapports de production devenus une entrave au développement des forces productives, elle joue un rôle anti-révolutionnaire et réactionnaire.

La violence extérieure, quant à elle, appliquée par les mains des classes exploitantes, joue rarement un rôle progressiste et est généralement réactionnaire.

Lorsque dans les phases où les formes sociales se transforment, le flot de la Révolution franchit les bords du pays d'origine, elle joue la plupart du temps un rôle progressiste.

Mais lorsqu'en revanche, elle recherche l'oppression et l'exploitation d'autres tribus, peuples et nations, une telle violence extérieure est réactionnaire.

La violence employée par les peuples, tribus et nations pour leur libération de l'oppression et de l'exploitation étrangères, est toujours révolutionnaire et progressiste.

La violence réactionnaire de l'extérieur anéantit le peuple contre lequel elle est exercée, ou elle l'assimile ou elle subit une défaite face à ce peuple.

En cas de défaite, cette violence est

totalelement rejetée par ce peuple ou elle fusionne avec ce peuple en subissant une transformation ou elle est complètement abolie par ce peuple.

Dans la mesure où dans un pays, la violence réactionnaire est déployée massivement et sous une forme organisée, la violence révolutionnaire doit être massive et organisée dans la même mesure.

Toutes les organisations de la violence dans l'histoire n'ont été abolies que par la force d'une autre organisation de la violence.

Aucune organisation de la violence dans l'histoire et à notre époque s'est auto-dissoute.

Tout le long de l'histoire, la violence réactionnaire et la violence révolutionnaire furent constamment en lutte l'une contre l'autre et la suppression de cette lutte entre les deux formes de violence ne peut être obtenue que par l'abolition de la violence réactionnaire et des conditions entraînant la lutte entre ces deux formes de violence.

Le Kurdistan est un pays où durant l'histoire et de façon ininterrompue, la violence réactionnaire fut exercée de l'extérieur ; la violence sévissant au Kurdistan, a toujours joué un rôle pillard et destructeur.

La violence régnant au Kurdistan durant toute l'histoire de la société de classes, a pratiquement toujours revêtu un caractère étranger, tout en bénéficiant d'une organisation massive.

Le caractère de cette violence est la raison principale pour le non-développement des forces productives de la société et pour la pauvreté au Kurdistan.

Aujourd'hui aussi, la violence au Kurdistan a un caractère étranger et réactionnaire et repose sur une organisation massive, profonde et large.

Ces caractéristiques générales de la violence, qui peut être constatée dans le monde en général et plus particulièrement au Kurdistan durant toute l'histoire de la société de classes, nous éclairent sur la méthode et la tactique de

la Révolution du Kurdistan.

Lorsque donc la violence est de la sorte massivement organisée de l'extérieur et que ses effets sur notre peuple se font sentir chaque jour, chaque heure et chaque minute, la violence révolutionnaire doit de la même manière dans l'intérêt de notre peuple frapper la violence anti-révolutionnaire chaque jour, chaque heure, chaque minute et chaque seconde.

Face à la violence destructrice, pillarde et injuste qui se trouve sous les ordres de l'anti-révolution, nous créons une violence sous les ordres de notre peuple et qui crée une nouvelle société, une violence juste et révolutionnaire !

La science n'a pas encore découvert d'autre chemin pour accéder à un nouveau monde.

A l'exception des révisionnistes et des réformistes, bien sûr !

Ceux-là prétendent pouvoir créer un nouveau monde par une nouvelle voie, par le « progrès social pacifique » et par l'accommodement avec la violence réactionnaire de la bourgeoisie.

Ils peuvent prétendre ce genre de choses, mais le monde qu'ils créeront, est un monde réactionnaire, qui surpasse encore le monde de la bourgeoisie.

Ils prétendent aussi pouvoir prendre le pouvoir à la bourgeoisie, sans une lutte dent pour dent contre les monopoles, sans une lutte pas à pas contre l'exploitation, par l'augmentation du nombre de parlementaires, de ministres, de secrétaires d'État, de directeurs et de généraux.

Ils le peuvent, mais à une condition ; seulement en devenant eux aussi valets et serviteurs de la bourgeoisie.

La violence qui doit être pratiquée par la Révolution du Kurdistan, dépend du caractère de la violence anti-révolutionnaire.

Sans connaître les caractéristiques de la violence anti-révolutionnaire, sa forme d'application, ses moyens d'application et sans savoir clairement qui elle vise en première

instance, nous ne pouvons établir correctement les caractéristiques de la violence révolutionnaire que nous lui opposons, ses moyens et ses objectifs initiaux.

Il existe néanmoins une règle générale, apprise de la lutte de Libération de l'ensemble des peuples colonisés, à savoir qu'un peuple, s'il envisage d'engager la lutte, doit se préparer à une lutte du peuple à long terme, sans regarder au nombre d'habitants.

Cette lutte traversera plusieurs phases et portera le peuple à la victoire.

Cette règle s'applique à nous également.

Une fois que le peuple du Kurdistan dispose du courage pour lutter, il doit obligatoirement se préparer à la lutte du peuple, qui sera prolongée et qui connaîtra plusieurs phases.

La tactique révolutionnaire est déterminée par l'organisation mise en place et par les conditions concrètes du pays.

Quel aspect peuvent avoir la première étape et la tactique de la Révolution qui se développe sous la forme d'une lutte du peuple, qui se base sur la violence, qui se construira dans la durée et qui doit passer par plusieurs phases ?

La tactique révolutionnaire dans un tel pays doit s'appuyer sur les conditions concrètes, sur les pratiques de la lutte présente dans le pays et sur les expériences révolutionnaires des peuples du monde.

Dans un pays où il existe tout un réseau d'organisations d'agents et des services secrets, la tactique révolutionnaire est déterminée par la nécessité de mener tout d'abord une lutte sans merci contre cette structure et de créer une organisation adéquate, conforme à cette lutte.

Si la Révolution d'un tel pays n'est pas munie de cette organisation et de cette tactique de lutte pendant de longues années et par conséquent n'acquiert pas de structure d'acier, elle ne peut se développer.

Bien entendu, ces paroles sont valables pour les révolutionnaires et non pour les réformistes

bourgeois et petits-bourgeois, qui se sont vendus depuis longtemps.

Leur préoccupation n'est pas l'indépendance ni l'organisation pour cela ni la préparation à la lutte, mais cette préoccupation qui est la leur, se limite au souci d'obtenir encore quelques os des colonialistes dont ils sont les serviteurs.

D'après eux, les révolutionnaires sont « des aventuriers épouvantables », qui veulent créer des choses prématurées.

5. La force principale de la Révolution du Kurdistan et ses alliances

Lorsqu'un mouvement révolutionnaire n'a pas bien établi sa force principale et ses alliés, ce mouvement n'a pas de chance de réussir.

L'histoire du Kurdistan est traversée par des défaites, qui ont coûté cher à notre peuple, en raison de la définition inexacte de sa force principale et de ses alliés.

La défaite du mouvement du Kurdistan Sud en 1974 en est un exemple parlant, porteur d'un avertissement pour l'avenir.

Sur quelle force principale, un mouvement révolutionnaire doit-il s'appuyer, quel allié doit-il placer au premier rang et à quels alliés doit-il réserver une place en deuxième instance ?

L'une des conditions qui est déterminante pour le succès d'un mouvement révolutionnaire, dépend des réponses positives à ces questions.

Une analyse fondamentale des conditions concrètes du Kurdistan nous révèle les forces principales et les alliés de premier ordre de la Révolution.

Considérant la formation de la couche des compradores féodaux dans la phase de développement du colonialisme turc prenant une structure d'agents, l'impossibilité pour le capitalisme national de se développer et par conséquent l'absence d'une classe national-bourgeoise et enfin la dépendance matérielle de la petite bourgeoisie citadine du colonialisme turc et de la couche des compradores féodaux, il

ne reste que l'alliance entre travailleurs et paysans en tant que force principale.

L'alliance entre travailleurs et paysans a une importance fondamentale pour la Révolution du Kurdistan et est une condition indispensable du succès de la Révolution nationale-démocratique.

La détermination principale est certes importante, mais elle n'est pas de la force suffisante.

Il est tout aussi nécessaire d'établir exactement les autres alliés de la force principale de la Révolution.

Alors que la question des alliances de premier et deuxième ordre élargit le cercle des amis de la Révolution au maximum, elle est en même temps une question de la limitation du nombre d'ennemis à un minimum, de la classification des ennemis d'après le danger qu'ils représentent et d'après leur importance.

Pour cette raison, la question des alliances de premier et de deuxième ordre est importante pour la réussite. L'alliance de premier ordre de la Révolution du Kurdistan est composée de deux maillons.

La couche des jeunes et des intellectuels constitue le premier maillon, joue surtout dans la phase initiale de la Révolution un rôle considérable et est un allié important et sûr pour le développement et le succès de la Révolution.

La petite bourgeoisie citadine et les autres forces nationales constituent le deuxième maillon et participent surtout à la lutte dans les phases de développement de la Révolution.

L'alliance de deuxième ordre de la Révolution du Kurdistan comporte trois maillons.

Le premier maillon correspond à l'alliance des mouvements patriotiques dans les autres parties du Kurdistan, le deuxième maillon à l'alliance avec les mouvements révolutionnaires des pays colonisateurs du Kurdistan et le troisième maillon constitue en une alliance à promouvoir avec les pays socialistes, les

mouvements de Libération Nationale, les classes ouvrières des pays capitalistes développés et l'humanité progressiste tout entière.

Des alliances créées grâce à une lutte patiente et prudente rendent la Révolution du Kurdistan invincible.

Mais la première condition de l'actualisation de ces alliances est de porter à la connaissance de l'opinion internationale un mouvement de Libération, avec sa théorie, son programme, son organisation et sa tactique.

On ne peut pas réaliser des alliances en élaborant des plans derrière un bureau. Les alliances les plus fortes dans l'histoire et à l'heure actuelle sont celles réalisées en pleine lutte.

Le Mouvement de Libération du Kurdistan, dans la mesure où il reconnaît ses alliés selon leur importance au coeur de la lutte, pourra de la même manière établir l'identité de ses ennemis.

Un point à ne pas oublier est que des personnes issues des différentes classes dominantes, aptes à concevoir une amitié pour le mouvement révolutionnaire, peuvent toujours être trouvées.

Le Mouvement de Libération du Kurdistan, pour constituer son alliance, préconise la solution des conflits artificiels présents au sein du peuple non par la force mais par la méthode de la persuasion.

Dans ce contexte, il est nécessaire de distinguer le peuple d'un part et les courants réformistes et capitulars bourgeois et petits-bourgeois de la nation opprimée et les courants social-chauvinistes de la nation opprimante d'autre part, étant donné que les derniers servent la division du peuple et de sa lutte et au fond aussi les classes colonialistes et compradores-féodales.

Le Mouvement de Libération Nationale du Kurdistan considère la question de la Révolution dans les autres parties du Kurdistan, par

essence, comme la cause du peuple vivant dans chaque partie.

En même temps cela est pour lui une donnée de base que le peuple du Kurdistan et le pays constituent une unité et que l'unité, détruite par les puissances impérialistes-colonialistes par la force contre la volonté du peuple kurde, sera restaurée conformément à la volonté du peuple dans chaque partie par des méthodes révolutionnaires.

Ce principe fondamental, qui, nous le croyons, atteindra le stade de la réalisation après une longue lutte, trouve son expression concrète dans le mot d'ordre « Kurdistan indépendant, unifié et démocratique ».

Le Mouvement de Libération du Kurdistan considère les relations avec le peuple et les forces révolutionnaires des pays colonisateurs des différentes parties du Kurdistan, comme une suite naturelle de sa politique d'alliances.

Le principe de base à cet égard est une ligne de conduite respectable et amicale envers les droits à l'indépendance et à la liberté de ces pays, y compris leur domaine organisationnel.

A condition que l'on n'intervienne pas dans la question de la Révolution de l'extérieur, c'est-à-dire que l'on n'exporte pas la Révolution, qui est au fond l'affaire d'un peuple et qui résulte des conditions historiques concrètes, que l'on ne brise pas l'unité organisationnelle et que l'on ne joue pas au serviteur pour la nation dominante sous l'influence des thèses social-chauvinistes de la bourgeoisie, il est foncièrement vrai qu'il n'existe aucune question que l'on ne peut résoudre sur la base de l'amitié et du soutien mutuel des peuples voisins et avec les révolutionnaires de ces peuples.

La concordance de vues sur des questions essentielles est à l'origine d'unités de solidarité très solides.

Toute conception prévoyant par principe que chaque partie du Kurdistan sera maintenue à l'intérieur des frontières de l'État colonialiste – soit avant soit après la Révolution – constitue

une entrave à la construction de l'alliance révolutionnaire. Il appartient au peuple du Kurdistan de choisir l'unité qu'il formera.

Ce principe ne peut être altéré par une quelconque « recette révolutionnaire ».

La seule signification de ce principe pour les révolutionnaires du Kurdistan est le contact à chaque niveau, basé sur l'indépendance des pays et la liberté des peuples, résultant des règles de l'égalité des droits, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et du soutien mutuel actif.

A notre avis, la seule juste interprétation de l'internationalisme prolétarien exige une telle ligne de conduite.

Les voies de solution quant à la question nationale, comme « autonomie régionale », « union fédérale » et « autonomie linguistique et culturelle », proposées aussi bien par les « révolutionnaires » de la nation opprimante que par les « révolutionnaires » de la nation opprimée, qui malgré certaines nuances parlent au fond le même langage, sont réactionnaires et opposées à la thèse de « l'État indépendant » constituant aujourd'hui la seule vraie interprétation du « droit à l'autodétermination des nations ».

L'État indépendant représente dans les conditions actuelles la seule thèse révolutionnaire ; les autres thèses et voies de solution sont réformistes, vu qu'elles ne touchent pas aux frontières de l'État, et de ce fait aussi réactionnaires.

Le Mouvement de Libération du Kurdistan, qui veut créer un pays indépendant politiquement, économiquement etc..., conçoit ses relations avec les peuples de la région et du monde à partir des intérêts de la Révolution du prolétariat mondial. Il adopte une attitude dans le sens de la nécessité de ces intérêts.

Le Mouvement de Libération du Kurdistan, conformément à sa structuration d'alliances naturelle, se prononce en faveur des rapports les plus étendus avec les pays socialistes, avec les États, les gouvernements, les mouvements de

Libération et les mouvements de la classe ouvrière dans les pays impérialistes, qui sont en lutte contre l'impérialisme.

Le Mouvement de Libération du Kurdistan prend en considération le principe de base qui stipule qu'il ne peut être mené à terme sans la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme pour l'indépendance, la démocratie et le socialisme et sans le soutien de la part de ces luttes.

Appeler les pays socialistes « impérialistes » et « fascistes » est pour le Mouvement de Libération du Kurdistan la pire malveillance.

Nous le concevons comme un devoir révolutionnaire de développer des relations avec l'Union Soviétique et l'ensemble des pays socialistes, y compris la Chine, selon les principes de l'internationalisme prolétarien.

Il est nécessaire de dissocier les divisions et les conflits à l'intérieur du mouvement communiste mondial de la question de l'existence des pays socialistes.

L'attitude de refus envers les courants modernes et ultra-révisionnistes ne veut pas dire attitude de rejet envers les pays socialistes.

On ne peut parler des pays socialistes à la légère et d'une façon tout à fait incongrue ; envers ces pays il est indispensable d'adopter une attitude mesurée, appropriée et de niveau.

Une telle attitude ne va pas à rencontre de notre lutte contre le révisionnisme, au contraire, elle nous mène vers une conception de lutte significative, rentable et juste.

Les mouvements de Libération Nationale et les mouvements des classes ouvrières, qui sont en lutte contre l'impérialisme, sont nos alliés naturels.

Nous devons essayer de profiter de leurs expériences de lutte et de développer des relations intenses à plusieurs niveaux avec ces mouvements.

Pour la propagande de nos droits nationaux et de la lutte développée pour leur défense, qui

n'est pas connue aux peuples du monde, ce sont en premier lieu les mouvements de Libération Nationale et les mouvements des classes ouvrières qui représentent le plus grand soutien.

Si dans le domaine de la propagande, ce soutien est acquis, l'aide des peuples du monde est gagnée.

Vu qu'à l'heure actuelle le Mouvement de Libération Nationale du Kurdistan, avec sa théorie, son programme et son organisation, ne dispose pas d'une voix forte, il ne peut établir de liaison avec de nombreuses forces prêtes à apporter une aide au peuple du Kurdistan.

Les forces réactionnaires, en utilisant la juste cause du Kurdistan et l'ayant vendue aux impérialistes pour leurs propres intérêts féodaux-tribaux, ont éveillé le soupçon des peuples du monde, qui auparavant avaient une opinion positive de notre lutte, ce qui entraîna dans une grande mesure l'isolement de notre peuple.

Si le Mouvement de Libération du Kurdistan se fait connaître à nouveau auprès des peuples du monde, avec sa théorie, son programme et son organisation révolutionnaires, il n'y a pas de doute pour nous qu'il y trouvera alors le plus grand soutien.

6. La place de la Révolution du Kurdistan dans la Révolution du Moyen-Orient et dans la Révolution mondiale

La place et l'importance de la Révolution du Kurdistan au Moyen-Orient et dans la Révolution mondiale sont directement liées à la place et l'importance du Kurdistan et du Moyen-Orient dans le système impérialiste.

La carte politique du Moyen-Orient fut dessinée dans l'esprit des intérêts de l'impérialisme, du colonialisme et du féodalisme et va à rencontre de la Libération Nationale des peuples et de leurs revendications de démocratie et d'unité.

Cette carte politique, dessinée dans le passé par les impérialistes anglais et français et par

les kémalistes, les Persans et les monarques arabes, conciliateurs et collaborateurs, vise au fond à diviser les peuples du Moyen-Orient, à les prédisposer à l'oppression nationale, notamment à l'occupation et au colonialisme, et enfin à compliquer voire empêcher leur cause de Libération Nationale, de démocratie et d'unité ; aujourd'hui aussi l'impérialisme américain, qui se trouve à la tête de l'impérialisme, essaie de perpétuer et de maintenir en vie au Moyen-Orient un système d'oppression et d'exploitation impérialiste, sioniste, kémaliste et monarchiste, sans que cela pose problème, et d'utiliser ce système comme un atout de taille contre la Libération Nationale, la démocratie, l'unité et donc contre les luttes des peuples pour le socialisme.

Si aujourd'hui au Moyen-Orient, il n'y avait pas le sionisme, le kémalisme, le monarchisme, et le confessionnalisme actuellement en putréfaction, l'impérialisme ne pourrait se maintenir qu'à peine.

L'impérialisme puise la moitié de ses forces dans ces formations idéologiques et politiques qui provoquent l'oppression nationale, des occupations, des massacres et des conflits artificiels au sein des peuples.

La lutte contre l'impérialisme au Moyen-Orient se développe difficilement et douloureusement, en raison de la présence de ces formations idéologiques-politiques réactionnaires, chauvins, annexionnistes et colonialistes jouant le rôle d'un « cheval de Troie » de l'impérialisme.

L'impérialisme fait ces nœuds au Moyen-Orient et les passe autour du cou des peuples.

Le rôle et l'importance de la Révolution du Kurdistan au Moyen-Orient sont dus au fait que le Kurdistan, dans la structure complexe et réactionnaire du Moyen-Orient, occupe une région-clé.

Le Kurdistan est « le Gordion du Moyen-Orient ».

Tout le reste est simple, une fois que le nœud

à « Gordion » sera dénoué.

Vu que le Kurdistan est divisé en quatre et que dans ces quatre parties l'oppression nationale est pratiquée massivement et que l'on essaie péniblement d'y maintenir en vie le féodalisme, ce pays est la plus grande source de la réaction au Moyen-Orient.

Une des raisons pour lesquelles plus particulièrement la lutte révolutionnaire des peuples voisins ne peut se développer facilement, est cette structure au Kurdistan.

Si l'on essaie de changer cette structure par la Révolution, les luttes des peuples voisins prendront des dimensions plus considérables.

Si la source de la réaction n'est pas mise à sec, il est inévitable que les régions voisines qui se nourrissent de cette source, deviennent réactionnaires.

La réaction, reposant sur la dépendance du Kurdistan, empoisonne la lutte des peuples voisins de chauvinisme et de social-chauvinisme, essaie de maintenir en vie le féodalisme par la force et empoisonne la lutte du peuple du Kurdistan d'idées bourgeoises, petites-bourgeoises-réformistes et capitulardes.

Par la rupture des chaînes de la dépendance ou le développement d'une lutte au moins dans ce sens, les luttes des peuples voisins, en premier lieu la lutte du peuple du Kurdistan, se situeront à un niveau plus élevé.

On doit mettre à sec la réaction dans sa source même.

Cette source est la dépendance du Kurdistan.

Aussi longtemps que cela n'est pas une priorité, le développement d'un mouvement de Libération du peuple sous la direction du prolétariat au Moyen-Orient, au moins dans les pays voisins du Kurdistan, sera difficile. D'ailleurs, à l'heure actuelle ces difficultés existent. La position stratégique interdépendante du Moyen-Orient et d'une de ses parties, le Kurdistan, nous donne la possibilité de comprendre la place et l'importance de la

Révolution du Kurdistan dans la Révolution mondiale.

Nous pouvons comparer la place et l'importance de la Révolution du Kurdistan au Moyen-Orient à la place et l'importance de la Révolution vietnamienne en Indochine.

Comme la Révolution du Vietnam sous la direction du prolétariat joua un rôle-clé pour la Révolution d'Indochine, de la même manière, mais dans des conditions de temps et de lieu différentes, la Révolution du Kurdistan sous la direction du prolétariat jouera un rôle-clé pour les Révolutions populaires du Moyen-Orient.

De la même manière que la Révolution du Vietnam joua un rôle historique important pour jeter hors de l'Indochine l'impérialisme ainsi que dans le recul de celui-ci à l'échelle mondiale, la Révolution du Kurdistan jouera le rôle principal pour jeter l'impérialisme hors du Moyen-Orient et elle aura un rôle historique de première importance dans son recul dans le monde.

La place et l'importance de la Révolution du Kurdistan dans la Révolution mondiale sont comprises dans les deux faits suivants : premièrement, la Révolution du Kurdistan voit le jour à la suite d'une situation où les courants révisionnistes modernes ont dans une grande mesure porté préjudice au mouvement communiste mondial et ont brisé son unité ; deuxièmement, la Révolution du Kurdistan est située dans une région-clé du Moyen-Orient où les forces du socialisme et de l'impérialisme sont opposées les unes aux autres dans une lutte d'envergure et où celles-ci font des préparatifs massifs pour faire évoluer cette lutte dans leur avantage.

Aujourd'hui, le mouvement communiste mondial a subi d'importants dommages et est divisé.

Une lutte, que l'on essaie de mener à grande vitesse, a été commencée contre les thèses de base concernant des thèmes importants, comme l'État marxiste-léniniste, la Révolution, la dictature du prolétariat, la guerre, la

coexistence pacifique, la transition par une voie non-capitaliste et l'analyse de l'impérialisme par les théories de « progrès social » d'une part et les théories de « deux superpuissances » et « trois mondes » d'autre part, qui donnent l'impression de se développer dans une opposition diamétrale mais qui en réalité se chevauchent.

Ces théories et les courants qui s'y rattachent, donnent l'impression de lutter l'un contre l'autre.

Or, au fond ces deux bords combattent le marxisme-léninisme.

Bien que cela fasse 15 ans qu'ils se battent, aucun des organisations et mouvements se rattachant à ces deux courants révisionnistes, n'a pu présenter au monde le moindre exemple de réussite dans le domaine de la Libération des peuples.

Ce qu'ils font, c'est gaspiller les acquis révolutionnaires des peuples en utilisant et en jouant ces peuples les uns contre les autres.

Le mouvement prolétarien-révolutionnaire du Kurdistan, qui est encore assez jeune, a souffert beaucoup de cette situation.

Mais s'il concrétise la lutte qu'il mène contre ces deux courants révisionnistes, dans une organisation prolétarienne forte, d'acier, qui verra le jour à l'occasion d'une lutte menée contre le colonialisme, le prolétariat et les peuples du monde y trouveront largement leur compte.

L'accomplissement d'une tâche historique aussi importante pour les révolutionnaires prolétariens du Kurdistan est possible.

La lutte contre ces deux courants révisionnistes et leur liquidation n'est pas chose difficile pour les révolutionnaires prolétariens du Kurdistan, lorsque les premiers désignent au peuple kurde les pays socialistes comme impérialistes et fascistes, lorsqu'ils sont engagés dans une compétition pour servir au mieux le colonialisme et fuient la lutte révolutionnaire

comme la peste.

Le Kurdistan est une région très favorable pour une telle tâche.

Dans des pays où les conditions pour la Révolution ne sont pas extrêmement favorables, le révisionnisme ne peut être facilement vaincu.

Mais au Kurdistan, un pays où la vie sans la Révolution n'est pas différente d'une vie de chien, le révisionnisme ne peut se permettre des promesses. Et même s'il fait des promesses, il n'est pas difficile de comprendre que ce sont des promesses vides.

Dans un pays où tout nationalisme bourgeois et petit-bourgeois est tombé en discrédit et se prépare à se vendre pour les os les plus petits, c'est une tâche tout à fait noble pour les révolutionnaires prolétariens du Kurdistan de déployer le drapeau du prolétariat, contre le révisionnisme et contre son frère jumeau, le nationalisme bourgeois et petit-bourgeois, qui porte le même masque.

Si les révolutionnaires prolétariens du Kurdistan accomplissent ces tâches ainsi que celle de l'indépendance du pays, ils offriront au prolétariat et aux peuples du monde une organisation communiste victorieuse, ils auront rempli leur devoir historique et ils pourront en être fiers ajuste titre.

La Révolution du Kurdistan est une partie de la Révolution du prolétariat mondial, commencée avec la Révolution d'Octobre et constamment renforcée grâce aux mouvements de Libération Nationale.

Les luttes des peuples du monde pour leur Libération Nationale, la démocratie et le socialisme ont, face à la fomentation de guerre de l'impérialisme, rendu plus difficile le déclenchement d'une guerre mondiale, bien qu'elles ne l'aient pas rendue impossible.

Pour cette raison, les Révolutions de plusieurs pays après 1945 ne sont pas faites pendant et suite à une guerre impérialiste mais dans une phase où une telle guerre n'a pas lieu.

La supériorité décisive atteinte par les peuples du monde face à l'impérialisme permet des Révolutions à être réalisées dans les pays pris séparément.

Toutes ces raisons (le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale rendu plus difficile et les possibilités plus importantes pour faire la Révolution dans les pays pris séparément) poussent les impérialistes à renforcer leurs positions et à étouffer les luttes des peuples en mettant à contribution leurs collaborateurs.

Les impérialistes, ayant perdu pas mal de terrain en Asie et en Afrique, se ruent sur le Moyen-Orient, qui occupe une place importante vu ses réserves de pétrole vitales pour eux et sa position géostratégique et politique ; ils essaient de s'y maintenir avec toute leur force.

Comme nous l'avions déjà indiqué au début de ce chapitre, l'impérialisme essaie avec les forces conciliatrices et collaboratrices et avec les formations idéologiques-politiques réactionnaires créées par ces forces, de rendre plus difficile la lutte des peuples du Moyen-Orient, de la dissimuler et de l'étouffer dans la douleur.

Ici apparaît alors le deuxième rôle en termes d'importance, de la Révolution du Kurdistan.

Le Kurdistan constitue le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste, que l'on essaie de renforcer au Moyen-Orient.

Ce maillon intensifiera la lutte et sera à l'origine du décrochage de cette chaîne.

Par la suite, les luttes révolutionnaires des peuples du Moyen-Orient, en se renforçant, seront victorieuses.

Le délai, pendant lequel un système impérialiste chassé du Moyen-Orient est enterré dans l'histoire après avoir reçu quelques derniers coups, sera bien plus court.

Ces deux éléments, à savoir d'une part un mouvement prolétarien victorieux dans la lutte contre les courants révisionnistes modernes et dans la lutte pour l'indépendance du pays et de l'autre un mouvement de Libération Nationale,

qui fait sauter le maillon le plus faible du système impérialiste et qui entraîne ainsi sa chute définitive, témoignent de l'importance et de la contribution de la Révolution du Kurdistan à l'échelle mondiale.

D'après ce qui résulte de tous les points traités et à notre avis, l'internationalisme prolétarien et la lutte de Libération « nationale » et sociale ne se contredisent pas dans les pays pris séparément.

Au contraire, cette lutte ne peut être transformée en « chair et sang » que par l'adaptation aux conditions concrètes des pays, car l'internationalisme prolétarien n'a qu'une seule vraie interprétation.

Cette interprétation implique que chacun dans son pays lutte pour la Révolution et soutient matériellement et moralement la seule vraie ligne révolutionnaire dans le monde.
